

Cultiver la prochaine récolte d'agriculteurs.trices canadien.ne.s



À propos d'Action Canada

Le Fellowship d'Action Canada est un programme de leadership en matière de politiques publiques qui vise à permettre aux leaders prometteurs.euses une meilleure compréhension du pays et des choix de politiques publiques pour l'avenir.

Le thème retenu pour le fellowship de cette année est l'avenir du travail post-COVID-19 sous une perspective adaptée au milieu. Nous, les auteur.e.s, avons décidé d'examiner particulièrement les barrières auxquelles font face les nouveaux.elles agriculteurs.trices, avec un accent sur les groupes sous-représentés en agriculture.

Remerciements

Nous reconnaissons qu'une grande partie du travail réalisé dans le cadre du présent rapport du groupe de travail a été effectuée sur les terres traditionnelles de nombreux peuples autochtones. Le processus d'élaboration de ce rapport nous a permis de passer du temps en Colombie-Britannique, sur le territoire traditionnel, ancestral et non cédé du peuple Musqueam, qui a transmis sa culture, son histoire et ses traditions d'une génération à l'autre pendant des millénaires, sur les terres que l'on appelle souvent Vancouver. Nous avons également passé du temps sur les territoires traditionnels non cédés des Premières Nations de Matsqui, de Kwantlen, de Katzie et de Semiahmoo, à Langley, ainsi qu'à Richmond (Colombie-Britannique) sur le territoire traditionnel non cédé des peuples salish de la côte. Nous reconnaissons également que nous avons été invité.e.s à Saskatoon (Saskatchewan) sur le territoire du Traité 6, patrie des nations crie et métisse, et nous reconnaissons ces terres comme étant les terres traditionnelles des Lakota, des Dakota, des Nakota, des Dene et des Sauteaux.

Ce rapport est le résultat de nombreuses heures de discussion, de débat et de découverte. Les auteur.e.s tiennent à remercier les individus et les organisations qui ont généreusement donné de leur temps, de leur expertise et leurs points de vue pour permettre la réalisation de ce travail : Action Canada et le Forum des politiques publiques pour leur soutien et leur facilitation à un excellent programme pendant une période sans précédent; le conseiller de notre groupe de travail, Daniel Jean, de nous avoir généreusement ouvert ses portes et prodigué des conseils avisés; toutes les parties prenantes qui ont participé à nos groupes d'expert.e.s, à nos groupes de discussion et à nos entrevues, y compris des expert.e.s de l'industrie, des universitaires, des dirigeant.e.s de communautés et d'organisations, des fonctionnaires et des producteurs.trices agricoles.

Ce rapport est une synthèse des données, des opinions et des histoires que nous avons découvertes au cours des derniers mois et n'est en aucun cas un compte rendu exhaustif de toutes les voix importantes qui ont participé à cette conversation.

À propos des auteures

- **Jean-Sébastien Blais**, M.A., est conseiller principal - négociateur au gouvernement du Yukon, à Whitehorse (Yukon).
- **Chardaye Bueckert**, M.A., est consultante en gestion du secteur public chez Deloitte, à Vancouver (Colombie-Britannique).
- **Phil De Luna**, M.Sc., Ph.D., est directeur au Conseil national de recherches Canada, à Toronto (Ontario).
- **Melana Roberts**, M.A., est consultante en politique alimentaire fédérale et municipale et présidente du Réseau pour une alimentation durable, à Toronto (Ontario).

Ce projet a été entrepris dans le cadre d'une bourse du programme Fellowship d'Action Canada offert en partenariat par le Forum des politiques publiques (FPP) et Action Canada. Les avis, opinions, positions ou stratégies exprimés dans ce rapport sont ceux de leurs auteur.e.s seulement et ne reflètent donc pas nécessairement les avis, opinions, positions ou stratégies des organismes ou entreprises qui les emploient, du FPP, d'Action Canada, de la Fondation Action Canada ou du gouvernement du Canada. Le FPP, Action Canada, la Fondation Action Canada et le gouvernement du Canada ne garantissent en rien l'exactitude, l'exhaustivité, la fiabilité, l'absence de contrefaçon ou l'actualité des renseignements contenus dans le présent document et ne pourront être tenus responsables d'éventuelles erreurs ou omissions dans cette information, ni des pertes, frais, préjudices ou dommages qui pourraient résulter de son affichage, de son utilisation ou de sa publication. Ce fellowship ayant été accordé pendant la pandémie de la COVID-19, tout voyage effectué dans le cadre de ce rapport l'a été en suivant strictement les directives locales en matière de santé publique, en respectant la distanciation physique et en utilisant des EPI appropriés tels que les masques.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	04
INTRODUCTION	08
Les défis du secteur agricole canadien	08
CE QUE NOUS AVONS ENTENDU	12
Les barrières à l'entrée	12
Qualité de vie	17
Agriculture et Premières Nations	18
Ce qui amène les gens à l'agriculture	19
La technologie en agriculture	21
La diversité dans l'agriculture aujourd'hui	23
LE CONTEXTE ACTUEL DES POLITIQUES	25
Fédéral	26
Approches provinciales	28
Lacunes des politiques actuelles	33
UN CADRE STRATÉGIQUE POUR LES NOUVEAUX.ELLES AGRICULTEURS.TRICES	34
Élaborer un continuum de services en faveur des agriculteurs.trices	35
1) Increase accessibility of programs and services	38
2) Abaisser les barrières au capital pour stimuler la croissance des entreprises	38
3) Protéger les terres pour les rendre plus abordables pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices	39
4) Transférer les connaissances pour renforcer les capacités	40
5) Améliorer les conditions de travail agricoles pour retenir et attirer la main-d'œuvre qualifiée	41
6) Investir dans des systèmes alimentaires locaux durables pour dynamiser les économies rurales	42
CONCLUSION	43
ANNEXE	45
RÉFÉRENCES	49



RÉSUMÉ

La pandémie de la COVID-19 a mis en évidence des lacunes fondamentales dans notre système agricole. Pour la première fois depuis des générations, de nombreux Canadiens ont vu des étagères vides dans des épiceries et ont pleinement pris conscience des défis auxquels fait face notre système alimentaire national. Il s'est ensuivi des éclosions de la COVID-19 dans des exploitations agricoles et des usines de transformation des viandes, ainsi que des retards et blocages en lien avec l'arrivée des travailleurs étrangers temporaires. La pandémie met en lumière les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada et l'importance d'un secteur agricole résilient.

Un défi essentiel à relever pour accroître la durabilité est la pénurie imminente de main-d'œuvre agricole, un problème qui s'est accentué bien avant la pandémie. D'ici 2029, il y aura 39 600 résidents canadiens en moins disponibles pour travailler dans le secteur. Avec une main-d'œuvre vieillissante âgée [en moyenne de 55 ans](#), on s'attend à ce que 37 % de la population active agricole au Canada soit à la retraite au cours des huit prochaines années. Les collectivités rurales voient leur main-d'œuvre diminuer, car de plus en plus de jeunes affluent vers les centres urbains. Bref, il n'y a pas assez d'agriculteurs.

Les enjeux sont importants. Le secteur agricole et agroalimentaire constitue un élément important de l'économie du Canada, puisqu'il emploie plus de deux millions de Canadiens. En tant que cinquième exportateur et importateur mondial de produits agroalimentaires, le secteur représente 12 % de l'emploi au Canada et contribue pour plus de 114 milliards de dollars au PIB annuel du pays. Avec des investissements appropriés dans la capacité, les compétences et la rétention de la main-d'œuvre, le secteur est bien placé pour voir sa production augmenter de 11 milliards de dollars d'ici 2030. Toutefois,

cela ne peut se produire que si nous attirons de nouveaux.elles agriculteurs.trices au secteur.

Ce rapport abordera la question suivante : comment pouvons-nous rendre le secteur agricole canadien plus durable et plus résilient en réduisant les barrières pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices, en mettant un accent particulier sur les barrières pour les populations qui sont traditionnellement sous-représentées dans l'agriculture, telles que les femmes, les minorités visibles, les immigrant.e.s, les jeunes et les Autochtones?

Tout au long de notre recherche, nous avons identifié des barrières à l'entrée dans quatre domaines : l'accès aux capitaux, les terres, les connaissances et la main-d'œuvre. Reconnaisant la nature complexe et unique de l'agriculture dans différentes régions du pays, nous avons circonscrit notre champ de recherche à trois régions agricoles : la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et le Québec. Chaque province a donné l'occasion de mettre en évidence des approches adaptées au milieu pour soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices sur la côte ouest, dans les Prairies et dans l'est du Canada. Nous avons discuté avec des expert.e.s du domaine, des universitaires, des exploitant.e.s de ranch, des producteurs.trices et des agriculteurs.trices urbain.e.s de chaque région pour déterminer en quoi les politiques innovantes ont été utiles pour

Le secteur agricole et agroalimentaire constitue un élément important de l'économie du Canada, puisqu'il

**EMPLOI
PLUS DE
DEUX MILLIONS
DE CANADIEN.
NE.S..**

En tant que cinquième exportateur et importateur mondial de produits agroalimentaires, le secteur représente **12 % DE L'EMPLOI AU CANADA**, et contribue pour plus de **114 MILLIARDS DE DOLLARS** d'ici 2030. Toutefois, cela ne peut se produire que si nous attirons de nouveaux.elles agriculteurs.trices au secteur.

Avec des investissements appropriés dans la capacité, les compétences et la rétention de la main-d'œuvre, le secteur est bien placé pour voir sa production augmenter de

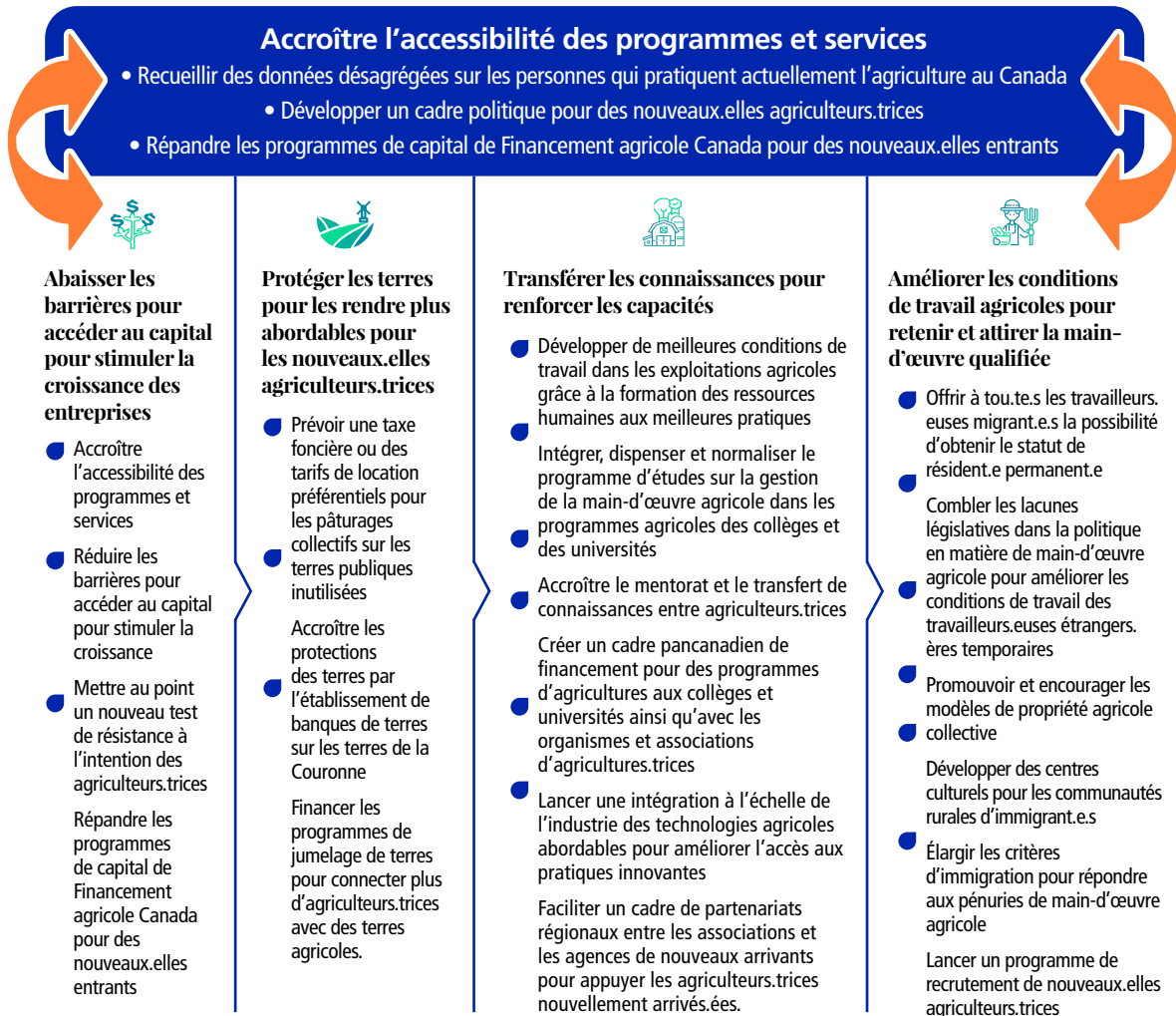
**11
MILLIARDS
DE DOLLARS
D'ICI 2030.**



les nouveaux.elles agriculteurs.trices dans différents contextes agricoles. En Saskatchewan, l'agriculture est un élément central de l'économie et de la main-d'œuvre. Bien que la Saskatchewan dépende moins du travail migrant que les autres provinces, la demande devrait passer de 48 200 à 49 600 d'ici 2025, tandis que le nombre de travailleurs.euses nationaux.ales devrait diminuer. La Colombie-Britannique fait face à des pénuries de main-d'œuvre plus importantes, avec une forte dépendance à l'égard des travailleurs.euses étrangers.ères temporaires, bien qu'elle compte le plus de nouveaux petit.e.s agriculteurs.trices parmi les trois régions. En revanche, le Québec emploie 20 % de la main-d'œuvre agricole du pays, en tant que deuxième employeur agricole du Canada, et a réalisé les investissements les plus importants pour soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices – ce qui s'est traduit par une augmentation record du nombre de nouveaux.elles agriculteurs.trices pour la première fois en 40 ans.

Les discussions avec les parties prenantes et les réflexions sur les succès régionaux soulignent la nécessité de repenser un avenir plus durable et plus résilient pour l'agriculture, qui puisse répondre aux besoins du Canada. Pour y parvenir, le Canada a besoin d'une stratégie intégrée pour surmonter les barrières distinctes auxquelles se heurtent les nouveaux.elles agriculteurs.trices. Nous proposons les recommandations qui suivent pour bâtir un solide continuum de services pour ce groupe :

- **Accroître l'accessibilité des programmes et des services;**
- **Abaisser les barrières aux capitaux pour stimuler la croissance;**
- **Protéger les terres pour les rendre plus abordables aux nouveaux.elles agriculteurs.trices;**
- **Transférer les connaissances pour renforcer les compétences;**
- **Améliorer le travail agricole pour retenir et attirer une main-d'œuvre qualifiée;**
- **Investir dans des systèmes alimentaires locaux durables pour dynamiser les économies rurales.**



Collecte de données désagrégées et rapports en ligne

Investir dans des systèmes alimentaires locaux durables pour dynamiser les économies rurales

- Développer des chaînes d'approvisionnement alimentaire locales plus résilientes et mieux intégrées
- Cerner et classer par ordre de priorité les initiatives d'agriculture coopérative pour les marchés publics
- Investir dans les centres de transformation à valeur ajoutée et les infrastructures pour augmenter les emplois ruraux.

INTRODUCTION

Les défis du secteur agricole canadien

Cette histoire met en lumière les barrières uniques auxquelles font face les nouveaux.elles venu.e.s dans le secteur agricole. Il est crucial de s'attaquer à ces barrières étant donné les défis que la COVID-19 continue de représenter pour l'avenir de l'agriculture au Canada. La COVID-19 a mis à rude épreuve la production et la distribution alimentaires, a provoqué la fermeture de transformateurs et de distributeurs de produits alimentaires, et a entraîné la destruction d'aliments de valeur dans des exploitations agricoles et des restaurants. Les mesures de santé publique ont eu des répercussions profondes sur la productivité agricole et augmenté le coût de production des aliments pour de nombreux.euses agriculteurs.trices, qui ont également assumé le coût de l'équipement de protection individuelle (EPI) et

Les jeunes exploitant.e.s agricoles






Les banques ne prennent pas les jeunes agriculteurs.trices au sérieux, surtout lorsqu'ils/elles ne correspondent pas à l'image stéréotypée que l'on se fait de l'agriculteur.trice.»




Tara Matthews, agricultrice noire de 29 ans, possède un **petit jardin maraîcher de quatre acres dans la ville voisine de Langley**. Elle n'a jamais suivi de formation d'agricultrice. Tara et son mari, animé.e.s uniquement par la détermination et la passion, comptent sur leur clientèle urbaine régulière pour écouler leurs légumes sur les marchés fermiers et en ligne. Quatre ans après le lancement de son activité, Tara éprouve toujours de la difficulté à trouver des capitaux pour développer son exploitation, bien qu'elle ne soit pas endettée.

Une grande partie de ses liquidités étant affectée aux dépenses agricoles de base, Tara n'est pas en mesure de prolonger sa saison de culture ni d'obtenir un espace de culture urbain permanent à coût élevé. Pour joindre les deux bouts, elle doit habiter à proximité de la ville pour poursuivre son travail non agricole, ce qui maintient ses coûts de logement élevés. Pendant la pandémie, Tiffany a vu la demande de ses produits augmenter considérablement, mais elle n'a pas pu se permettre d'embaucher le personnel nécessaire pour se développer, tout en conservant son emploi non agricole.

POINTS FAIBLES

-  Discrimination et racisme
-  Ignorance des ressources, des programmes et des initiatives destinées aux agriculteurs.trices
-  Difficulté à obtenir des terres agricoles abordables

BESOINS

-  Accès aux subventions et aux prêts
-  Soutien à la navigation dans le processus d'achat de terres agricoles
-  Forum pour mettre en relation les différent.e.s agriculteurs.trices de sa région

des autres mesures de sécurité en lien avec la COVID-19. Dans l'ensemble, la pandémie a entraîné une hausse des coûts pour les agriculteurs.trices, une perte de revenus et une menace accrue pour la santé et la sécurité des travailleurs.euses agricoles salarié.e.s et des ouvriers.ères agricoles. Sans compter que les Canadien.ne.s ont vu monter en flèche l'insécurité alimentaire, les données atteignant des niveaux records alors que plus de [5 millions de Canadien.ne.s](#) ont estimé souffrir d'insécurité alimentaire.

Le gouvernement fédéral a mis en place des mesures pour soutenir les agriculteurs.trices pendant la COVID-19, notamment des programmes de report de remboursement de prêts et de lignes de crédit, ainsi qu'un fonds de solutions d'affaires par l'entremise de Financement agricole Canada. Des mesures de soutien pour l'EPI, un fonds complémentaire pour les travailleurs.euses essentiel.le.s, ainsi qu'un programme d'achat des aliments excédentaires et un fonds de soutien aux transformateurs ont été lancés pendant la pandémie. D'autres initiatives ont été lancées, notamment la création d'un portail d'emplois agricoles pour orienter les travailleurs.euses vers les exploitations agricoles, et un investissement de 9,2 millions de dollars dans un Programme d'emploi et de compétences des jeunes visant à créer 700 nouveaux postes pour les jeunes dans le secteur agricole, afin de compenser les pertes de main-d'œuvre attribuables au retard des travailleurs.euses migrant.e.s. Le gouvernement fédéral a également débloqué 200 millions de dollars pour l'aide alimentaire d'urgence, en allouant une partie des fonds d'aide alimentaire directement aux communautés autochtones.

Bien qu'ils et elles étaient les bienvenu.e.s, de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices et petit.e.s agriculteurs.trices n'ont pas pu atteindre le seuil d'accès aux fonds d'aide. Il s'agit là d'un défi majeur, car si la taille moyenne des exploitations agricoles au Canada augmente progressivement, les petites et moyennes exploitations représentent la majorité des agriculteurs.trices. Dans de nombreuses collectivités, ces mêmes agriculteurs.trices ont pris les devants pour combler les pénuries croissantes de la chaîne d'approvisionnement et répondre à une demande record sur un marché en pleine croissance de consommateurs.trices conscient.e.s de l'environnement et du contexte local.



La discrimination systémique : que signifie-t-elle?

La discrimination systémique, également appelée discrimination institutionnalisée, est un ensemble de politiques et de pratiques neutres de prime abord, mais qui défavorisent sur une période prolongée les personnes présentant des caractéristiques communes, telles que la race, le sexe ou le statut. Les politiques de prêts préférentiels, l'application de la Loi sur les Indiens et de nombreuses politiques agricoles canadiennes relatives aux travailleurs.euses étrangers.ères temporaires sont des exemples des répercussions négatives de la discrimination systémique sur les nouveaux.elles agriculteurs.trices actuel.le.s et futur.e.s.

Cependant, les défis du système alimentaire canadien datent d'avant la pandémie et ont simplement été mis en évidence et exacerbés par la COVID-19. Une de ces menaces est le vieillissement de la main-d'œuvre agricole, qui devrait voir 37 % de ses travailleurs.euses partir à la retraite entre 2018 et 2029. Cette situation exerce une pression supplémentaire sur un secteur qui éprouve déjà de la difficulté à trouver et à retenir suffisamment de travailleurs.euses, en raison de la nature intensive du travail agricole. Dans un même temps, le nombre de jeunes qui intègrent la main-d'œuvre agricole est en baisse, avec une diminution constante de 70 % depuis 1991. De même, le secteur attire une part inférieure à la moyenne de nouveaux.elles Canadien.ne.s, malgré un nombre constant de nouveaux.elles arrivant.e.s possédant une formation agricole. Ces facteurs font baisser le nombre de nouveaux.elles venu.e.s dans la main-d'œuvre du secteur.

La plupart des provinces comptent sur le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) pour combler, à des degrés divers, ces pénuries de main-d'œuvre. La précarité de cette approche a été mise en évidence lors de la pandémie de la COVID-19, occasionnant des retards dans l'accès aux travailleurs.euses en raison des restrictions de voyage, et d'éclosions dans les exploitations agricoles encombrées. La COVID-19 a également mis en évidence les mauvaises conditions de travail et de vie auxquelles font face de nombreux.euses travailleurs.euses étrangers.ères temporaires et autres travailleurs.euses agricoles salarié.e.s. Bien qu'il assure un service essentiel, le PTET permet aux agriculteurs.trices migrant.e.s de bénéficier d'une inclusion différentielle sur le marché du travail agricole tout en les excluant des droits et des avantages accordés aux citoyen.ne.s et aux résident.e.s permanent.e.s, notamment les garanties en matière de santé et de sécurité au travail, d'heures de travail et de salaire minimum. De plus, des études ont montré un lien direct entre les conditions de travail précaires et le statut précaire des travailleurs.euses migrant.e.s au Canada, soulignant que le PTET doit également inclure, pour un meilleur avenir du travail en agriculture, un statut permanent et un accès à la résidence pour les travailleurs.euses migrant.e.s.

Les défis et les mauvaises conditions de travail sont aggravés par l'absence d'infrastructures locales permettant aux producteurs.trices de vendre et de distribuer leurs produits sur les marchés locaux. Les politiques agricoles fédérales et provinciales ont accordé la priorité à la production orientée vers l'exportation. Par conséquent, il est plus rentable pour les agriculteurs.trices d'exporter leurs produits que de les vendre sur place, en raison du manque d'infrastructures et d'installations de transformation locales adéquates.

Les changements climatiques et l'adaptation des exploitations agricoles représentent également un défi pour de nombreux.euses agriculteurs.trices qui ne disposent pas du savoir-faire et des intrants nécessaires pour s'adapter en permanence aux conditions



Les réseaux et les relations peuvent jouer un rôle important dans l'accès aux terres agricoles. Les nouveaux.elles arrivant.es font face à un défi particulier, raison pour laquelle nous avons besoin de plus de soutien pour les programmes qui y répondent ».

..... Darcy Smith,
directrice de BC Land
Matching, Young Agrarians

météorologiques imprévisibles et fluctuantes. De plus, la plupart des petit.e.s agriculteurs.trices ne sont pas admissibles aux régimes fédéraux d'assurance-récolte, ce qui limite leur protection contre les mauvaises récoltes attribuables à des événements climatiques ou à des crises, comme la COVID-19, bien qu'ils/elles soient plus enclin.e.s à utiliser des approches agroécologiques. La technologie et la formation ont été identifiées comme étant des outils importants pour relever ce défi et accroître l'efficacité de la production. Mais cette option reste hors de portée pour de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices en raison de coûts de mise en œuvre prohibitifs, de l'accès insuffisant à la formation et d'outils technologiques limités pour les petit.e.s exploitant.e.s.

Le poids collectif de ces défis représente un obstacle important pour tout.e exploitant.e, mais dans le cas des nouveaux.elles agriculteurs.trices, il peut s'agir d'un choix entre continuer pour une ou dix saisons. De plus, un manque de diversité ainsi que de la discrimination historique et persistante a créé un défi additionnel pour les agriculteurs.trices sous-représentés.es et divers groupes en agriculture. Pour véritablement résoudre la pénurie croissante d'agriculteurs.trices, nous devons examiner les barrières spécifiques qui existent et les répercussions et les inconvénients qu'ils posent sur les différents groupes de nouveaux.elles venu.e.s.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

Les barrières à l'entrée

Notre recherche a révélé que dans son état actuel, le secteur agricole n'est pas outillé pour relever les défis de la COVID-19 et que les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui souhaitent relever le défi doivent faire face à des barrières importantes à l'entrée dans le secteur. Ces barrières peuvent être classées en grandes catégories : l'accès aux terres, les capitaux, les connaissances et la main-d'œuvre.

Accès aux terres :



Le coût des terres agricoles au Canada continue de grimper, car les ventes d'exploitations agricoles entraînent la formation de grandes entreprises agroalimentaires. Historiquement, la plupart des exploitations agricoles appartenaient à des familles et étaient transmises d'une génération à l'autre. Aujourd'hui, un nombre croissant d'exploitations agricoles sont rachetées à des prix élevés par de grandes entreprises ou des investisseurs puis louées aux petit.e.s agriculteurs.trices, ce qui a fait croître les prix et la concurrence pour accéder à des terres agricoles abordables.

La hausse du prix des terres est un défi majeur pour tou.te.s les agriculteurs.trices, mais ce défi est devenu insurmontable pour de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices, plus de 50 % d'entre eux/elles choisissant de louer des terres plutôt que d'en posséder sur le long terme. La décision de louer des terres crée un niveau



Barrières à l'accès aux terres : la Loi sur les Indiens

Les Autochtones font face à des barrières uniques et disproportionnées qui les empêchent d'entrer dans le secteur agricole. Bien que les auteur.e.s ne possèdent pas l'expérience ou l'expertise vécues pour en discuter avec autorité, il s'agit d'un enjeu de taille qui doit être mentionné.

La loi fédérale limite l'utilisation des terres pour les Premières Nations vivant dans les réserves en vertu de la Loi sur les Indiens. Ces restrictions, conjuguées à l'imposition par le passé des concessions, sans tenir compte de l'utilisation des terres par les communautés autochtones existantes, ont mis en place un régime conçu pour détacher les Premières Nations de leurs territoires traditionnels. Elles ont également limité les pratiques de leur expertise agricole. Il existe de fortes corrélations entre ces lois et la sous-représentation actuelle des Premières Nations et des communautés autochtones, au sens large, dans les activités agricoles.

La législation fédérale actuelle sur l'utilisation des terres a cherché à apporter quelques améliorations à ces politiques coloniales dévastatrices. Il s'agit notamment de la Loi sur la gestion des terres des Premières Nations (1999) qui, à ce jour, a supprimé les barrières coloniales pour 153 Premières Nations afin de leur permettre de mettre en valeur ou d'exploiter leurs terres. Pour avancer, il faut trouver des solutions pour réparer l'expropriation passée et continuer des terres et pour éliminer les barrières qui empêchent les agriculteurs.trices autochtones de récupérer et d'utiliser leurs terres traditionnelles pour leurs pratiques agricoles de prédilection.

de précarité supplémentaire pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui investissent de la main-d'œuvre, des capitaux et des intrants dans les terres qu'ils/elles cultivent, terres susceptibles de changer tenance à bail sans préavis ou presque. Nous avons également appris que les nouveaux.elles agriculteurs.trices vivant à proximité des villes et des collectivités densément peuplées ont été mieux à même de faire prospérer leur activité pendant la pandémie de la COVID-19, en tirant parti des chaînes d'approvisionnement courtes, ainsi que de la croissance et de l'intérêt pour l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), les coopératives de consommateurs.trices et de producteurs.trices et les marchés fermiers de plein air qui vendent directement aux consommateurs.trices de plus en plus désireux.euses d'acheter des produits locaux. Toutefois, la flambée des prix du logement et l'essor du développement urbain ont rendu les terres agricoles à fort rendement situées à proximité des villes plus inabordables et moins accessibles à l'achat ou à la location pour les petit.e.s agriculteurs.trices.

L'agriculteur.trice immigrant.e






POINTS FAIBLES

-  Stratégies de gestion d'entreprise
-  Accès aux installations de traitement régionales
-  Capital social pour tirer parti des occasions et de l'information
-  Accès aux réseaux et aux ressources à l'intention des agriculteurs.trices
-  Accès aux capitaux
-  Discrimination culturelle et isolement social dans les collectivités rurales culturellement homogènes
-  Abordabilité des terres agricoles

Wei et sa conjointe dirigent une **exploitation agricole d'une demi-acre près de Richmond**. Descendant d'agriculteurs.trices chinois.e.s, il attribue sa philosophie de l'agriculture durable à ses parents. Il cultive divers légumes de saison et des « cultures du monde » uniques comme le chou chinois. D'ailleurs, la diversification de son exploitation a été la clé de sa réussite. Mais pour ce nouvel arrivant au Canada, l'achat de terres n'a pas été facile. Wei n'a pas trouvé d'outils ou de services pour l'aider à naviguer dans le processus. C'est pourquoi il continue de louer un petit lopin de terre, ce qui réduit sa capacité à s'agrandir pour répondre à la demande de ses cultures du monde, l'amenant plutôt à se focaliser sur les marchés fermiers de fin de semaine, qui exigent beaucoup de temps. Avec des compétences limitées en ressources humaines et en gestion d'entreprise, associées à son anglais comme deuxième langue, Wei a éprouvé de la difficulté à embaucher et à retenir des ouvriers.ères agricoles. Malgré ces difficultés, il a participé avec succès à des formations gratuites pour améliorer la durabilité de ses pratiques agricoles. Il a également utilisé des ressources en ligne pour mettre en œuvre diverses solutions technologiques à faible coût pour accroître le rendement de ses cultures les plus rentables.

BESOINS

-  Formation gratuite pour les agriculteurs.trices sur les meilleures pratiques en ressources humaines dans les exploitations agricoles
-  Plus de possibilités de rencontrer et d'apprendre des autres agriculteurs.trices de la région
-  Soutien par les associations d'agriculteurs.trices, dédié et adapté aux immigrant.e.s et aux nouveaux.elles agriculteurs.trices

« *Si vous êtes un.e immigrant.e dans une nouvelle collectivité, il est difficile de créer des relations. En agriculture, il existe une économie cachée : où trouver les outils et les ressources de qualité. Ces connaissances vous aident à réussir. Sans elles, il y a dix fois plus de barrières.* »

De plus, les agriculteurs.trices voient de plus en plus de terres se concentrer entre les mains de l'industrie, des investisseurs et de l'agro-industrie, qui achètent de vastes étendues de terres agricoles à fort rendement qui sont ensuite louées à des prix compétitifs, hors de portée des nouveaux.elles agriculteurs.trices. Les communautés autochtones se heurtent également à des barrières particulières découlant de l'expropriation continue des terres. Les restrictions imposées sur les terres des réserves par la Loi sur les Indiens et la mauvaise qualité des terres disponibles pour la production alimentaire constituaient deux défis majeurs. Cette situation est encore aggravée par la discrimination historique subie par de nombreuses communautés autochtones et noires qui, par le passé et de façon récurrente, ont quitté des terres agricoles à fort rendement pour des terres de moindre qualité afin de donner ces biens agricoles à fort rendement aux colons blancs, à l'industrie et aux agriculteurs.trices.

Capitaux :



L'accès aux capitaux est une barrière pour tout nouveau.elle venu.e. Les groupes sous-représentés peuvent faire face à d'autres difficultés, notamment le manque d'équité intergénérationnelle en matière d'accès aux prêts, les préjugés (conscients ou inconscients) des financeurs et les réglementations dépassées. Ces difficultés sont encore plus grandes pour les divers.es agriculteurs.trices qui sont victimes de préjugés et de discrimination. Les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont évoqué des expériences où « elles ne correspondaient pas à l'image stéréotypée typique que l'on se fait de l'exploitant.e agricole », des antécédents de crédit limités en raison de l'âge ou du statut d'immigrant.e récent.e, et d'autres barrières structurelles liées aux règlements de la Loi sur les Indiens, qui n'autorisent pas les agriculteurs.trices autochtones à utiliser les terres des réserves comme garanties pour contracter des emprunts et accéder aux capitaux.

Connaissances :



Aujourd'hui, le travail agricole est sophistiqué et nécessite à la fois une éducation formelle avancée et une expérience pratique. Les connaissances agricoles sont également très localisées par rapport à la terre et au lieu, ce qui défavorise les nouveaux.elles agriculteurs.trices, car ils/elles ne peuvent pas tirer parti d'un savoir-faire transmis de façon informelle d'une génération à l'autre. Beaucoup de petit.e.s agriculteurs.trices avec lequel.le.s nous nous sommes entretenu.e.s ont indiqué qu'ils/elles utilisaient une approche agroécologique de l'agriculture qui met l'accent sur les interactions entre les plantes, les animaux, les êtres humains et l'environnement. Une méthode innovante qui

procure des bénéfices en termes de qualité des sols, de nutriments des cultures et qui peut réduire les émissions de carbone, mais qui, en raison du manque de connaissances et d'accès à la technologie, n'a pas pu être utilisée à grande échelle.

De plus, l'agriculture au Canada a été caractérisée par une homogénéité culturelle qui a fait que de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices, particulièrement ceux et celles qui sont issu.e.s de la diversité, se sont senti.e.s exclu.e.s des organisations, des institutions et des idéologies agricoles traditionnelles. La discrimination systémique et la politique agricole privilégiée du Canada ont contribué à renforcer davantage ce sentiment. En même temps, les associations agricoles, les syndicats et les organisations de soutien aux agriculteurs.trices restent un soutien essentiel et une source d'information complète pour soutenir les écosystèmes agricoles régionaux à travers le Canada. Ces organisations partagent des informations importantes sur les meilleures techniques de gestion agricole, les ressources, les subventions et les programmes de financement. Elles peuvent également résoudre les problèmes communs et créer des occasions de réseautage, de rencontre et de développement de relations importantes qui permettent de bâtir un écosystème plus favorable, capable de stimuler la réussite de divers.es agriculteurs.trices. Ces organisations, ces groupes et ces institutions jouent également un rôle essentiel en tant que défenseurs des intérêts des agriculteurs.trices auprès des décideurs.euses politiques et des représentant.e.s élu.e.s. Si les nouveaux.elles agriculteurs.trices ne participent pas à ces espaces, leurs expériences et leurs besoins ne seront pas pris en compte dans la défense des politiques aux niveaux fédéral et provincial.



Diversité, inclusion et équité en agriculture : quelle est donc la différence?

Les termes diversité, inclusion et équité sont utilisés de façon interchangeable, mais ils ont des significations différentes. La diversité dans la main-d'œuvre agricole au Canada peut tout simplement être vue comme la présence de différences entre les travailleurs.euses. Il peut s'agir de différences de race, de sexe, de statut socio-économique, d'orientation sexuelle, de religion, d'ethnicité, d'origine nationale et de capacités mentales ou physiques. En comparaison, l'inclusion désigne la stratégie et les pratiques visant à faire en sorte que les identités marginalisées soient valorisées, considérées, respectées et, en fin de compte, acceptées. En revanche, l'équité représente les normes, les politiques et les comportements qui assurent à tout le monde un accès égal aux possibilités. Parfois, ces concepts vont de pair : si une approche équitable de l'élaboration des politiques est intégrée dans notre système agricole, elle donnera lieu à des politiques plus inclusives, qui à leur tour conduiront à une plus grande diversité.

Main-d'œuvre :



Tel qu'indiqué précédemment, la main-d'œuvre agricole actuelle diminue et dépend fortement du travail migrant. De plus, les exigences physiques élevées et la stigmatisation culturelle associées à l'agriculture ont rendu difficile l'accès à la main-d'œuvre agricole locale. Divers programmes gouvernementaux ont été élaborés pour aider à relever ce défi, mais la plupart d'entre eux sont inaccessibles aux petites exploitations et à de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices. Par conséquent, beaucoup cherchent d'autres moyens de recruter de la main-d'œuvre agricole, en offrant des salaires compétitifs ou des avantages non monétaires supplémentaires, tels que le logement gratuit, des repas et du soutien au transport, ou doivent compter sur leur famille et leurs ami.e.s pour obtenir de la main-d'œuvre gratuite ou un soutien.

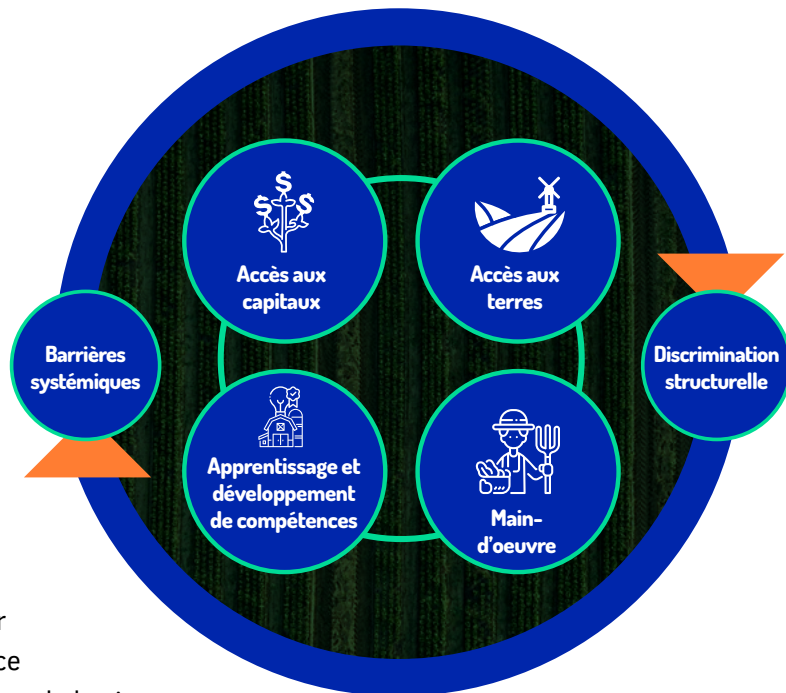
L'automatisation technologique a été identifiée comme un outil pour répondre au besoin de main-d'œuvre qualifiée dans les exploitations agricoles, mais la plupart des apports technologiques exigent des investissements importants, des connaissances spécialisées pour fonctionner et des capitaux permanents pour assurer les réparations et l'entretien. Pourtant, l'augmentation des investissements technologiques offre la possibilité de mieux retenir les agriculteurs.trices en automatisant certains éléments du travail à forte intensité de main-d'œuvre pour améliorer les conditions dans les exploitations. Bien que l'agrotechnologie soit un domaine en pleine expansion susceptible d'aider les agriculteurs.trices à améliorer les conditions de travail, il faut plus d'investissements et de recherche pour accroître suffisamment les compétences techniques de la main-d'œuvre et améliorer l'efficacité des exploitations agricoles, tout en maintenant des conditions de travail décentes et en encourageant l'adoption de pratiques durables. L'accroissement des investissements fédéraux qui soutiennent l'utilisation durable de la technologie sera un élément essentiel de la solution pour améliorer les conditions de travail dans les exploitations agricoles.





Qualité de vie

Le poids cumulé des barrières – au niveau des capitaux, des terres, de la main-d'œuvre et des connaissances – contribue à saper la qualité de vie globale des nouveaux.elles agriculteurs.trices. L'agriculture est une profession unique et entrepreneuriale, où l'on peut travailler en plein air, produire des biens à partir de rien et fournir un service essentiel pour l'amélioration de la vie de tou.te.s les Canadien.ne.s. Pourtant, de nombreux.euses agriculteurs.trices doivent travailler sept jours sur sept pour assurer la viabilité de leur entreprise. Et pour beaucoup, une semaine de sept jours de travail dans l'exploitation agricole est bonifiée par un emploi hors exploitation pour compléter le revenu agricole. Du fait de l'accès limité à la main-d'œuvre, il est rare qu'un soutien soit accordé pour développer les exploitations agricoles ou pour donner du répit aux propriétaires d'exploitations. L'imprévisibilité des flux de revenus peut entraîner des tensions émotionnelles et mentales importantes. Selon une enquête sur la [santé mentale menée en 2015-2016 par l'Université de Guelph](#), cette situation a entraîné une hausse sans précédent des taux de suicide parmi les agriculteurs.trices, ce qui est révélateur des graves problèmes de santé mentale que connaissent les communautés agricoles.



Agriculture et Premières Nations


Les peuples et communautés autochtones mènent ou planifient actuellement des activités dans de multiples contextes agricoles. Dans tout le pays, ils et elles s'engagent en tant qu'agriculteurs.trices en s'appuyant sur des pratiques traditionnelles autochtones ou occidentales, ou sur une synergie des deux à plusieurs échelles; en tant que locataires.trices négociant des contrats de bail avec des agriculteurs.trices non autochtones, et en tant qu'entrepreneurs.euses de l'agroentreprise. La reconnaissance des limites des cadres de politiques fédéraux et provinciaux passés et récents en matière d'agriculture et d'utilisation des terres a été un facteur important lors de nos discussions sur l'avenir du travail pour les nouveaux venu.e.s autochtones intéressé.e.s par l'agriculture.


Agriculteur.trice Autochtone


« Il suffit d'une génération pour que ce lien se perde, quel que soit le temps que vous et vos ancêtres avez passé dans l'agriculture. »




POINTS FAIBLES

 Programmes de formation d'agriculteurs.trices intégrant les connaissances et les approches agricoles des Autochtones

 Déconnexion des autres agriculteurs.trices et des pratiques culturelles autochtones


 Sols et terres de mauvaise qualité pour la production alimentaire


 Difficulté à accéder à une main-d'œuvre qualifiée dans les réserves, avec des ressources limitées pour former les résident.e.s

Yanna et son conjoint Tobias cultivent **160 acres pour soutenir une petite coopérative agricole gérée par des Autochtones**. En tant que Cris, Yanna et Tobias se concentrent sur la sélection des plantes, le rapatriement des semences et la production de cultures spécialisées pour soutenir la sécurité alimentaire dans les Premières Nations environnantes. Yanna estime que l'accès aux terres et aux connaissances sont des questions importantes. Bien qu'ayant grandi sur une exploitation agricole, elle a perdu une grande partie de son savoir traditionnel et compare la perte de la ferme de son père à la situation des pensionnats autochtones. « Il suffit d'une génération pour que ce lien se perde. » En quittant le système éducatif après l'école secondaire, elle s'est intéressée à l'agriculture, mais déclare qu'il lui était impossible d'obtenir un prêt en présentant comme garanties des terres sur une réserve. Elle remercie des organisations comme le Fair Finance Fund pour leur approche flexible de la finance sociale. Les réseaux de partage entre agriculteurs.trices ont également été importants pour Yanna et Tobias. En fin de compte, elle estime que « le transfert de connaissances entre pairs est ce qui nous manque et que le partage du savoir traditionnel et l'apprentissage en commun » sont la clé pour bâtir un avenir pour des agriculteurs.trices autochtones autosuffisant.e.s et pour la sécurité alimentaire des collectivités. « Nous avons besoin d'une éducation agricole qui soit enracinée dans les méthodes agricoles et les techniques de soins autochtones du sol et de la terre. Nous sommes prêt.e.s, nous n'avons besoin que de soutien. »

BESOINS

 Accès à une éducation agricole qui intègre les visions du monde et les approches agricoles des Autochtones

 Connexion à un réseau d'agriculteurs.trices autochtones doté de ressources suffisantes pour étendre les réseaux et partager les ressources, les occasions et les pratiques culturelles

 Soutien à la formation des jeunes et des résident.e.s locaux.ales pour qu'ils/elles puissent participer aux occasions de travail agricole dans les réserves.



Accès aux terres : une histoire de l'agriculture autochtone dans la Première Nation de Peguis

La Première Nation de Peguis, située juste au nord de Winnipeg, près de Selkirk, est la plus grande communauté des Premières Nations du Manitoba, avec une population d'environ 10 000 personnes d'origine ojibway et crie. La Première Nation de Peguis vivait dans la région des plaines inondables aux sols particulièrement sains et riches qui ont bien servi son peuple, et lui ont permis de garder une tradition agricole profonde datant d'avant la colonisation. Souvent reconnu.e.s pour avoir nourri et sauvé les premiers colons qui sont arrivés dans cette région au début du XXe siècle, les Peguis possédaient une entreprise agricole très prospère. Des témoignages bien documentés de ces colons rapportent comment ils ont réussi à « apprivoiser les sauvages » pour que ceux et celles-ci adoptent de bonnes pratiques agricoles. Au fil du temps, les colons ont constaté que les sols étaient de qualité supérieure, grâce aux soins apportés pendant des années par les Peguis. Il y a beaucoup d'écrits sur l'expertise agricole des Peguis, mais par 1907 ils/elles ont été déplacé.e.s à 250 km au nord de leurs territoires ancestraux par le biais d'un transfert de terre illégal. Dans cette région, les sols étaient bien plus mauvais et sujets à d'importantes inondations, et leurs anciennes terres ont été données aux agriculteurs.trices blanc.he.s. À ce jour, les Peguis continuent de lutter pour cultiver leurs terres de la même manière qu'autrefois. Ils/elles ont perdu une grande partie de leur savoir agricole autochtone traditionnel, mais ils/elles l'apprennent à nouveau lentement.

Ce qui amène les gens à l'agriculture

Les gens choisissent de participer au secteur agricole pour diverses raisons. Peut-être s'agit-il d'une exploitation agricole qui appartient à une famille depuis des générations, un héritage à léguer à ses enfants et petits-enfants. Peut-être s'agit-il du mode de vie rural actif, qui procure un sentiment de fierté lorsque l'on travaille avec ses mains dans le sol et la terre. Peut-être encore est-il question de se sentir utile en fournissant un service aussi essentiel que nourrir la société. Certain.e.s agriculteurs.trices se sont senti.e.s motivé.e.s pour faire face aux problèmes imminents des changements climatiques et ont voulu contribuer à la création d'un système alimentaire plus durable et plus local, tandis que d'autres ont estimé qu'il s'agissait d'une expérience visant à accroître leur autosuffisance. Outre l'autosuffisance, [les agriculteurs.trices autochtones ont également identifié, comme moteurs importants, la sécurité alimentaire, le rétablissement des liens avec la terre et la culture, et la sensibilisation des jeunes aux possibilités agricoles.](#)

Plus de 80 % des nouveaux.elles agriculteurs.trices s'engagent dans l'agriculture sans expérience agricole intergénérationnelle. Bien que la majorité des nouveaux.elles agriculteurs.trices soient âgé.e.s de moins de 40 ans, certain.e.s sont des travailleurs.euses plus âgé.e.s qui sont attiré.e.s par l'agriculture comme seconde carrière, à temps plein ou à temps partiel, et d'autres sont des retraité.e.s à la recherche d'une nouvelle aventure. Malgré la diversité des motivations, la perception que l'on a des nouveaux.elles venu.e.s en agriculture est la même.

Il sera essentiel de comprendre le profil unique, la diversité et les motivations des nouveaux.elles agriculteurs.trices pour répondre à leurs besoins particuliers et pour élaborer une stratégie globale pour soutenir leurs contributions à un secteur agricole post-COVID-19. Nous devons veiller à ce que les programmes et les soutiens soient accessibles, efficaces et favorables à un secteur agricole plus résilient et plus durable, qui soit en mesure de relever les défis actuels et futurs de notre monde du XXIe siècle, notamment les changements climatiques, la sécurité alimentaire et le travail et les chaînes d'approvisionnement durables et dignes, pour mieux soutenir les divers nouveaux.elles agriculteurs.trices qui souhaitent en être les chefs de file.

L'agriculture au Canada a besoin d'une nouvelle image de marque pour mieux attirer une nouvelle génération d'agriculteurs.trices.

L'agriculteur.trice en seconde carrière



POINTS FAIBLES



Informations, ressources et occasions d'accès à la main-d'œuvre



Soutiens à la gestion d'entreprise



Soutien à l'accès aux marchés intérieurs et aux régimes d'approvisionnement



Informations permettant d'identifier et d'accéder aux installations régionales de traitement

« **Beaucoup d'informations circulent. Le défi est de les parcourir pour trouver ce qui est le plus crédible ou applicable à mon contexte. La vérité est que la plupart des agriculteurs.trices ne savent pas ce qu'ils/elles ignorent. L'idéal serait qu'il existe un réseau local d'agriculteurs.trices que d'autres nouveaux.elles agriculteurs.trices pourraient consulter. Des connexions Internet stables sont peu accessibles aux agriculteurs.trices des zones rurales, ce qui entraîne une connectivité inégale.** »

Armina et Syd Smith exploitent un **poulailler de taille moyenne, une porcherie et un jardin mixte à l'extérieur de Yorkton** (Saskatchewan). Grâce aux revenus de la vente de leur logement familial, Les Smith ont acheté leur exploitation agricole et ont commencé à réaliser leur second rêve de carrière en tant qu'agriculteurs.trices. « Je me souviens il y a sept ans, lorsque nous en avons parlé pour la première fois à nos ami.e.s.personne ne pensait que ce serait une carrière viable. Ils/elles pensaient que c'était ridicule. » Les Smith ont pu utiliser leurs antécédents irréprochables en matière de crédit pour accéder à un prêt bancaire qui couvrait le coût de l'équipement et d'autres dépenses de démarrage. Armina et Syd ont participé à des conférences d'associations régionales d'agriculteurs.trices et y ont appris de l'expertise agricole locale et créé leur réseau. Syd est titulaire d'un diplôme en sciences agricoles et possède une très vaste expérience en gestion de personnes, mais il éprouve de la difficulté à développer son modèle d'entreprise et à diversifier sa clientèle à cause d'un manque de centres de traitement dans la région. « Le manque de centres de traitement locaux est le plafond de verre pour les producteurs de viande et l'enjeu numéro un des nouveaux.elles entrants.es. Les conférences sur l'agriculture sont souvent axées sur la première étape, mais nous voulons savoir comment recruter des employé.e.s et les gérer. Comment mettre en place des expéditions à plus grande échelle, et établir des partenariats à plus vaste échelle avec le comté pour répondre aux commandes d'approvisionnement local pour développer notre activité. »

BESOINS



Consultation personnalisée dans les exploitations agricoles et soutien à la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de gestion



Soutien à la navigation pour identifier et postuler aux divers régimes du personnel et pour élaborer des ententes avec des sites locaux de traitement



Soutien à la gestion d'entreprise et conseils en matière de planification de la relève

La technologie en agriculture

Le rythme des progrès technologiques permet d'espérer que la transformation agricole répondra aux défis du XXI^e siècle, car ces progrès favorisent l'innovation dans les approches, les outils et les compétences agricoles. Les technologies agricoles communément appelées « AgTech » incluent des aspects comme l'agriculture de précision (utilisation des technologies de données pour améliorer l'efficacité de façon ciblée), l'automatisation, la robotique et l'intelligence artificielle, qui sont en plein essor dans le monde entier. Au cours des deux dernières années, 4 milliards de dollars en capital-risque ont été investis uniquement dans des jeunes entreprises de technologies agricoles, dans l'espoir de tirer parti du potentiel de croissance perturbateur de ce qu'il convient peut-être de considérer comme la plus vieille activité du monde. Mais ce changement est-il inévitable?

Malgré le battage publicitaire des amateurs.trices de technologies agricoles, de nombreux.euses agriculteurs.trices sont eux/elles-mêmes réticent.e.s à adopter de nouvelles technologies non éprouvées et coûteuses, surtout lorsque les occasions de formation et le rendement du capital investi des agriculteurs.trices sont limités sur le long terme. Cela ne signifie pas qu'ils/elles sont opposé.e.s aux pratiques innovantes. Les agriculteurs.trices auquel.le.s nous avons parlé nous ont raconté des histoires sur l'utilisation de technologies artisanales plus accessibles et adaptables à leurs petites exploitations. Clinton Monchuk, de Farm and Food Care Saskatchewan, a expliqué que les exploitations agricoles ayant [une surface plus importante et de meilleurs rendements sont plus susceptibles d'adopter de nouvelles technologies parce qu'elles possèdent le capital nécessaire pour le faire. Mais dans l'ensemble, les taux d'adoption des nouvelles technologies, comme l'agriculture de précision, restent faibles. L'introduction de technologies nouvelles et complexes, si elle est bénéfique du point de vue de la productivité, peut également accroître les barrières pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices.](#)

Pour plusieurs nouveaux.elles agriculteurs.trices ces nouvelles technologies ne sont pas abordables et ces personnes doivent adopter des technologies à plus petite échelle. Historiquement, la technologie agricole a visé la production d'un seul produit et requière l'ajout de dette à ces exploitations pour les financer. Ceci s'ajoute aux terribles dettes agricoles existantes qui dépassent 100 \$ milliard en 2019 selon Statistique Canada.

Il reste à voir quelles seront exactement les répercussions des nouvelles technologies sur la main-d'œuvre agricole et la viabilité à long terme de l'agriculture. Certain.e.s affirment que les nouvelles technologies comme la robotique et l'agriculture de précision entraîneront une automatisation accrue et une perte d'emplois décents, qui privera indûment de leurs droits les travailleurs.euses immigrant.e.s et racialisé.e.s qui sont surreprésenté.e.s dans les exploitations agricoles à forte intensité de main-d'œuvre. Les critiques ont établi un



Nous devons changer notre perception des nouveaux.elles agriculteurs.trices. Il ne s'agit pas seulement de jeunes issu.e.s de milieux ruraux dont les parents étaient agriculteurs.trices. Certain.e.s ont fait carrière ailleurs et souhaitent quitter la ville. Un nombre croissant d'entre eux/elles sont des immigrant.e.s qui ont eu une longue expérience agricole dans leur pays d'origine. Les types de soutien et d'outils dont ces agriculteurs.trices ont besoin ne sont pas nécessairement ceux qui conviennent aux producteurs.trices de produits de base à grande échelle. »

┌ Amanda Wilson,
professeure à l'Université Saint-Paul

lien entre l'accroissement de la technologie et le renforcement de la surveillance, les conditions de travail répétitives et la précarité accrue des conditions des travailleurs.euses. D'autres considèrent les nouvelles technologies comme une occasion de créer une future main-d'œuvre de haute technologie qui attirera et retiendra de nouvelles compétences dans le secteur, améliorant les conditions de travail des travailleurs.euses et haussant les salaires dans tout le secteur.

Il n'en reste pas moins que l'augmentation des apports technologiques dans les exploitations agricoles peut servir à la fois à améliorer globalement les conditions des travailleurs.euses et à réduire le nombre d'emplois décents en réponse à l'automatisation. Elle peut permettre de créer un environnement agricole plus respectueux du climat, tout en suscitant des investissements qui continuent d'exclure de nombreux.euses nouveaux.elles venu.e.s en agriculture. Si l'objectif est de créer un système de nourriture diversifié, résilient et inclusif, les investissements devraient se concentrer dans les nouvelles exploitations pour assurer leur viabilité et longévité. La technologie est secondaire aux investissements qui peuvent accroître la capacité des agriculteurs.trices à cultiver.

Le fait est que les résultats seront déterminés par les conditions dans lesquelles les technologies seront intégrées. Les apports technologiques s'effectuent à plusieurs échelles, allant des approches agroécologiques traditionnelles à faible technicité adoptées par les petit.e.s agriculteurs.trices auquel.le.s nous avons parlé, aux opérations entièrement automatisées, comme dans l'industrie laitière du Québec. La plupart des producteurs.trices nous ont fait savoir qu'ils/elles se situaient quelque part dans ces échelles. La question est de savoir comment le Canada peut s'assurer que l'intégration des soutiens technologiques ne désavantage pas encore plus les agriculteurs.trices. L'incertitude et les conséquences de la technologie agricole, qu'elles soient intentionnelles ou non, dépassent la portée de ce rapport, mais il s'agit définitivement d'un domaine qui mérite un examen plus approfondi.

La diversité dans l'agriculture aujourd'hui

Des études ont montré que la main-d'œuvre agricole au Canada n'a jamais été aussi diverse. Malgré une croissance générale de la diversité, les groupes traditionnellement sous-représentés continuent de se heurter à des barrières pour entrer dans le secteur, la plupart des gains d'emploi étant réalisés dans des postes de manœuvres ou des postes peu rémunérés. Cette situation s'observe tant chez les hommes que chez les femmes, les [hommes occupant toujours la grande majorité des postes de direction, soit 75 % des gestionnaires et 71 % des propriétaires d'entreprises, malgré le fait que les femmes aient participé à plus de programmes d'enseignement postsecondaire et de leadership](#) dans le domaine. À la question de savoir s'il existe des barrières qui empêchent les femmes de progresser en agriculture, 41 % des femmes ont répondu par l'affirmative, contre seulement 12 % des hommes. Cela souligne la nécessité d'une meilleure éducation et d'un changement de politique structurelle pour les employeurs et les organismes de services pour lutter contre les préjugés et la discrimination sexistes dans le domaine.



Qui sont les nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de la « diversité » au Canada?

Les nouveaux.elles agriculteurs.trices sont des producteurs.trices et des exploitant.e.s de ranch qui se sont lancé.e.s dans l'agriculture ou sont prêt.e.s à s'y engager en cultivant et en vendant leurs produits. Il s'agit notamment d'Autochtones et de membres des Premières Nations, d'immigrant.e.s (dont beaucoup viennent de milieux agraires et veulent travailler dans l'agriculture au Canada), de jeunes, c'est-à-dire les populations âgées de 18 à 30 ans, d'agriculteurs.trices racialisé.e.s, y compris des agriculteurs.trices d'origine africaine et caribéenne, sud-asiatique, asiatique et moyen-orientale. Les caractéristiques pour décrire le caractère divers d'un.e agriculteur.trice peuvent être visibles ou invisibles.

TRAITS DE DIVERSITÉ VISIBLES : Culture, ethnicité/race, nationalité, sexe, état mental/physique (souvent appelé situation de handicap) et âge

TRAITS DE DIVERSITÉ INVISIBLES : Diversité de pensées, d'opinions et d'expériences de vie, pouvant inclure l'éducation, la situation familiale, les valeurs et les croyances, la religion, les préférences en matière de travail et le statut socio-économique

Les immigrant.e.s occupent plus de postes à faible revenu, plus de 25 % d'entre eux/elles étant employé.e.s comme ouvriers.ères agricoles, et sont sous-représenté.e.s dans les postes spécialisés ou de direction, à un taux inférieur à 5 %. Nous avons également entendu parler du faible taux d'engagement des Autochtones dans le secteur, [2,5 % des employé.e.s s'identifiant comme Autochtones comparativement à 3,9 % dans toutes les autres industries](#). Le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture a mené un sondage auprès de 812 employeurs agricoles et a demandé quel groupe serait le mieux à même de combler les pénuries chroniques de main-d'œuvre. Les employeurs ont désigné les jeunes travailleurs.euses (moins de 35 ans) et les travailleurs.euses étrangers.ères temporaires comme étant les travailleurs.euses les plus préférables, tandis que les Autochtones et les immigrant.e.s étaient les moins bien classé.e.s.

Les réponses et la recherche indiquent un décalage entre la perception de la discrimination des personnes occupant des postes de direction, principalement des hommes blancs âgés, et les réalités auxquelles font face les agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité. L'intersection des niveaux d'inégalité et de discrimination a créé une situation où les nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité se heurtent à des barrières croisées qui limitent leur entrée, leur mobilité et leur accès aux possibilités d'apprentissage en matière d'exploitation agricole. Dans tout le Canada, la pénurie de main-d'œuvre continue de s'aggraver, car les employeurs manifestent des préjugés inhérents envers certains groupes de travailleurs.euses plutôt qu'avec d'autres, à savoir les femmes, les immigrant.e.s et les travailleurs.euses autochtones, qui deviendront à leur tour un groupe démographique moins expérimenté en matière de main-d'œuvre agricole.



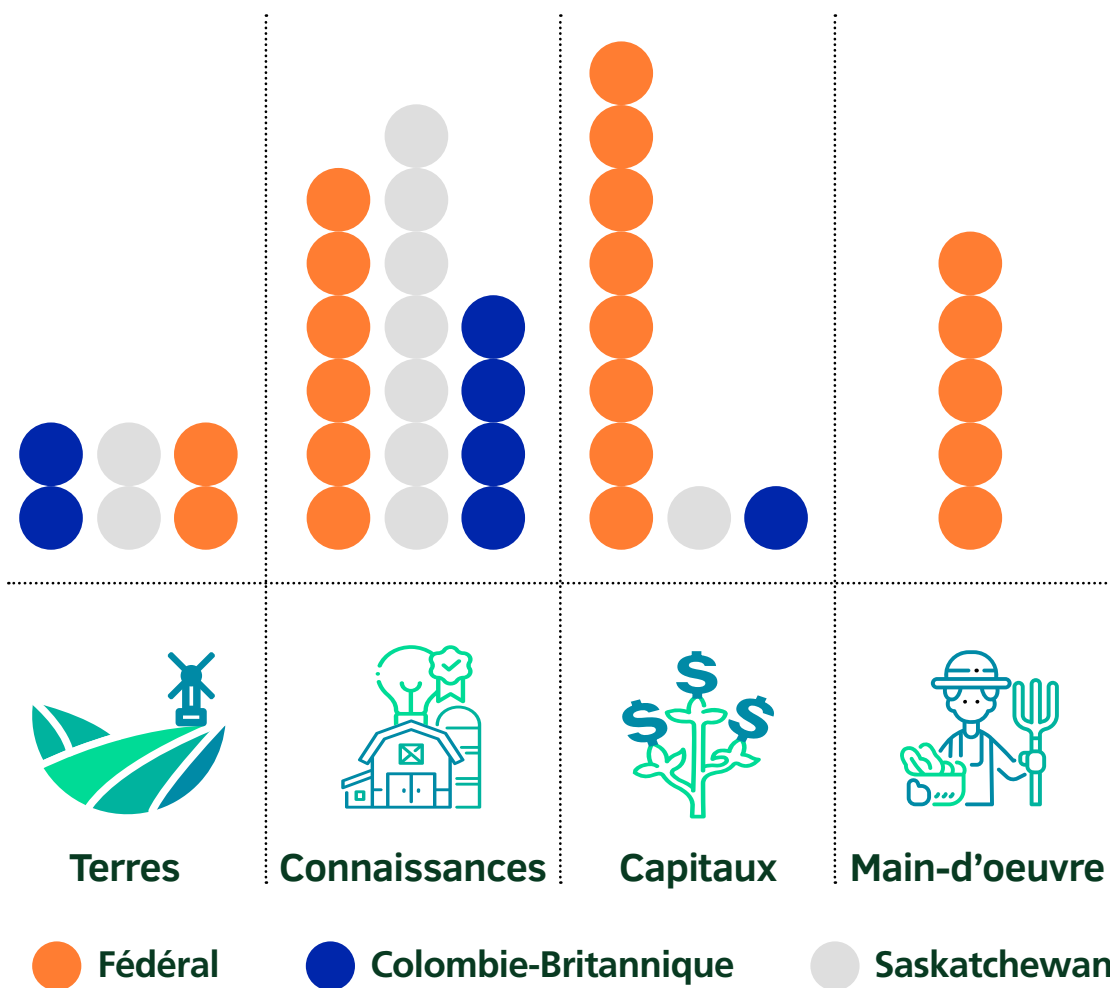
Les femmes ont toujours travaillé dans les exploitations agricoles. Le problème est que leur travail a été largement invisible, effaçant les décennies d'expérience et de leadership qu'elles ont apportés à l'agriculture. »

┌ Jennifer Wright,
Conseil canadien pour les ressources
humaines en agriculture

Le contexte actuel des politiques

Nous avons résumé le contexte actuel des politiques fédérales et provinciales dans deux provinces, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, pour mettre en évidence les approches innovantes des soutiens existants et les lacunes actuelles des services et des soutiens fédéraux destinés aux nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité. Dans cette section, nous mettrons également en évidence les approches politiques innovantes au Québec, une province qui se targue actuellement de posséder l'écosystème le plus complet en matière de soutien aux nouveaux.elles agriculteurs.trices.

Figure 2. Contexte actuel des politiques



Fédéral

Le contexte actuel de la politique agricole fédérale est principalement axé sur l'orientation de la production agricole vers un marché international, avec l'objectif déclaré d'atteindre 75 milliards de dollars d'exportations de produits agroalimentaires et de fruits de mer d'ici 2025, a souligné la première [Politique alimentaire pour le Canada](#) élaborée récemment. L'initiative la plus importante est le Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA), une collaboration fédérale-provinciale-territoriale qui comprend le financement de la recherche, de l'assurance, de la récupération des mauvaises récoltes et de l'investissement dans l'innovation. Bien que de nature globale, les critères d'admissibilité des agriculteurs.trices du cadre du PCA excluent actuellement de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices et n'accordent pas la priorité aux femmes, aux immigrant.e.s ou aux agriculteurs.trices racialisé.e.s qui se heurtent à de plus grandes barrières, avec peu ou pas de programmes pour répondre aux besoins de cette population. Les programmes emblématiques comme Agri-stabilité et Agri-investissement ont la capacité de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement locales en aidant les agriculteurs.trices à réaliser des investissements pour gérer les risques et améliorer les revenus du marché. Bien que tou.te.s les nouveaux.elles agriculteurs.trices à qui nous avons parlé aient déclaré qu'ils/elles bénéficieraient de programmes de gestion des risques d'affaires comme ceux-ci, aucun.e n'était admissible en raison des critères d'admissibilité du PCA. La politique agricole actuelle du gouvernement fédéral est principalement axée sur le soutien des participant.e.s existant.e.s dans le secteur agricole.

Un soutien prometteur censé répondre aux besoins des agriculteurs.trices est le [Strategic Field Program](#), un programme de recherche stratégique sur le terrain mis en place dans le cadre du PCA. Cet outil mettra en relation les spécialistes de la vulgarisation avec les entreprises agricoles pour accroître le transfert de la recherche aux agriculteurs.trices et aux exploitant.e.s de ranch, par l'entremise d'un accès sur demande à des spécialistes qui participent à l'élaboration de projets clés de recherche appliquée et de démonstration.

Ces dernières années, le principal prêteur agricole du Canada, Financement agricole Canada (FAC), a mis au point des programmes ciblés pour répondre aux besoins des agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité. FAC offre des services financiers spécialisés et personnalisés aux exploitations agricoles, y compris les fermes familiales et les entreprises et organismes qui dépendent de l'agriculture. Parmi les programmes mis en place à ce jour, on compte le Carrefour du savoir agricole de FAC, un centre d'information en ligne sur la gestion des entreprises

agricoles, ainsi que des activités de soutien en capital et de transfert de connaissances destinées aux jeunes et aux femmes, mais qui ne répondent pas encore aux besoins d'autres groupes tout aussi mal desservis. FAC investit également dans l'élaboration de programmes ciblés pour répondre aux défis particuliers des nouveaux.elles agriculteurs.trices autochtones. À date, ces programmes de FAC ont surtout bénéficié à ceux et celles qui sont en mesure d'acheter du terrain et non à la majorité des rentrants qui louent. Plusieurs organismes agricoles demandent pour des subventions d'infrastructure plus flexible et des programmes de prêts plus créatifs pour faciliter l'acquisition de terres qui pourraient être des modèles d'exploitation à plusieurs propriétaires.

Bien qu'il existe un nombre limité de programmes fédéraux visant à soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices, un des points forts est l'[Initiative sur les systèmes agricoles et alimentaires autochtones](#). Visant à faire avancer la production d'aliments frais dans les communautés autochtones, elle assure un soutien à la planification et à la conception pour offrir des occasions de partage de connaissances agricoles et de commercialisation des projets agricoles. L'initiative fournit également des compétences et des formations de soutien pour établir ou développer une exploitation agricole. Il existe également une [Initiative de recrutement d'étudiants autochtones](#) dirigée par Agriculture et Agroalimentaire Canada et une initiative d'information continue sur les initiatives agricoles dirigées par des Autochtones pour développer des partenariats.

Bien que ne s'adressant pas particulièrement aux nouveaux.elles agriculteurs.trices, le programme [AgriGuichet](#) offre également un soutien en ligne aux agriculteurs.trices. Cet outil de recherche et de navigation est particulièrement utile à certain.e.s nouveaux.elles agriculteurs.trices pour recueillir des renseignements agricoles vérifiés, bien que certain.e.s agriculteurs.trices aient indiqué que l'accès limité à la large bande constituait une difficulté et que des programmes d'enseignement direct sur demande, par l'entremise d'une ligne d'assistance ou d'un.e agriculteur.trice à un.e autre étaient idéaux. Le [Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles](#) est un autre programme général accessible aux nouveaux.elles agriculteurs.trices individuel.le.s ainsi qu'aux coopératives agricoles. En vertu de ce programme, le gouvernement fédéral garantit le remboursement de 95 % d'une perte nette subie par les agriculteurs.trices pour tout prêt admissible jusqu'à 500 000 \$. Une promotion et une éducation accrues amélioreraient considérablement l'accès à ce programme et généreraient des avantages importants pour renforcer la capacité des services collectifs aux agriculteurs.trices, par l'entremise de coopératives de producteurs.trices et d'autres entreprises communes qui peuvent réduire le risque et le fardeau individuels pour les nouveaux.elles venu.e.s dans le secteur.

Le PTET fédéral est également un soutien essentiel pour de nombreux.euses agriculteurs.trices, qui leur permet d'avoir accès à une main-d'œuvre saisonnière qualifiée pour soutenir leurs activités. Les nouveaux.elles agriculteurs.trices ont déclaré avoir eu accès à ce programme à des degrés divers, mais que la paperasse excessive et la nature temporaire du programme ont entravé leur accès à un soutien tout au long de l'année et qu'un accès à la résidence répondraient à leurs besoins tout en renforçant l'intégration, le repeuplement et la revitalisation générale des collectivités rurales. Un investissement récent de 9,2 millions de dollars dans un Programme d'emploi et de compétences des jeunes a permis d'accroître le bassin de main-d'œuvre pendant la saison estivale grâce à la création de 700 emplois pour les étudiant.e.s, offrant ainsi une exposition inestimable au potentiel de l'agriculture pour la prochaine génération. Toutefois, cet investissement n'a pas permis de répondre au besoin d'une offre durable de main-d'œuvre agricole qualifiée.

Approches provinciales

Approches pour soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices en Colombie-Britannique et en Saskatchewan

Le contexte actuel de la politique agricole provinciale de la Colombie-Britannique est principalement axé sur l'exportation et le développement macroéconomique par l'entremise de l'agriculture. Il existe des programmes qui cherchent à soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices, articulés dans la [New Entrants Strategy](#) (stratégie pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices) de la Colombie-Britannique, destinée aux nouveaux.elles agriculteurs.trices. À l'instar de la Colombie-Britannique, la Saskatchewan offre une série de programmes variés qui profitent directement aux nouveaux.elles agriculteurs.trices et aux agriculteurs.trices existant.e.s.

Accès aux terres

Le programme des terres publiques agricoles de la Saskatchewan, baptisé [Agricultural Crown Lands Program](#), représente une approche innovante pour améliorer l'accès aux terres pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices. S'appuyant sur une approche qui gère les terres de façon durable pour les préserver pour les générations futures, la province tire parti de grandes surfaces de terres publiques et les rend plus accessibles en les louant pour l'agriculture et la production agricole en proposant des prix réduits, des subventions ou des incitatifs aux agriculteurs.trices pour qu'ils/elles gèrent les terres de façon durable. En revanche, la Colombie-Britannique observe une plus grande concentration

de nouveaux.elles agriculteurs. trices à proximité des villes, où les terres sont déjà en propriété. FAC a identifié que le prix de plus de 80 000\$ par acre rend difficile l'entrée dans le monde agricole. Inspiré par l'approche du Québec visant à soutenir la relève agricole, le [BC Land Matching Program](#), un programme de jumelage des terres de la Colombie-Britannique, permet aux agriculteurs.trices de voir les offres de terres par l'entremise d'un portail en ligne où ils/elles peuvent consulter la liste des terres disponibles. Soutenu par l'Université de la Colombie-Britannique et mis en œuvre par Young Agrarians, un organisme spécialisé dans l'apprentissage, l'éducation et les services entre agriculteurs.trices, et axé sur les jeunes, le programme leur propose des offres de terres et les aide à naviguer dans le processus d'achat et de location de terres. Ces deux programmes mettent en évidence deux approches différentes, mais innovantes, pour améliorer l'accès aux terres. Cette tendance démontre le besoin pour de nouvelles politiques de souscription pour assurer des prêts de FAC et d'autres prêteurs pour viser les groupes sous-représentés par le biais de nouvelles critères et d'approches novatrices.

Bien que FAC représente le principal organisme de financement de l'agriculture, le Saskatchewan Food Industry Development Centre aide les petites et moyennes entreprises de transformation alimentaire à développer et à lancer de nouveaux produits à valeur ajoutée. De nombreux.euses agriculteurs.trices ont constaté le manque d'abattoirs et d'autres infrastructures locales de transformation alimentaire, ce qui freine la croissance de leurs entreprises. Des initiatives comme celle-ci renforcent la capacité régionale à relever ce défi.



Développer le savoir-faire des agriculteurs. trices : formation pratique des agriculteurs. trices à la ferme-école de Tsawwassen

En 2010, la propriété et l'accès au territoire traditionnel de la Première Nation de Tsawwassen ont été honorés par la province de la Colombie-Britannique et le gouvernement du Canada. Après avoir reçu des acres de terres agricoles protégées, la Nation Tsawwassen a approché l'Institut polytechnique Kwantlen pour développer un programme de formation agricole pratique pour les membres de la Nation. En échange de l'utilisation des terres, la ferme-école forme, pendant sept mois, de petites cohortes d'étudiant.e.s, dont l'âge, le statut d'immigration, l'éducation et l'expérience varient.

Aujourd'hui, le programme de la ferme-école de Tsawwassen a réservé des places gratuites aux membres de la Première Nation de Tsawwassen, cette dernière subventionnant tous les frais supplémentaires pour ses membres. Le programme est conçu pour être délibérément accessible à d'autres groupes sous-représentés dans le domaine de l'agriculture. Le programme met l'accent sur un paradigme d'agriculture régénératrice à petite échelle, qui intègre également les points de vue, le savoir traditionnel et les modes de pensée des Premières Nations.

Dans le contexte de la COVID-19, le personnel du programme a constaté une demande accrue pour ses services et a offert certains programmes en ligne aux Premières Nations dans d'autres régions de la Colombie-Britannique. À l'avenir, il étudiera si une ferme-école en ligne peut être adaptée pour soutenir d'autres Premières Nations en Colombie-Britannique et ailleurs.

Renforcement des connaissances et des capacités agricoles

La ferme-école [Kwantlen Richmond and Tsawwassen](#), située en Colombie-Britannique, favorise également l'accès aux terres et renforce les connaissances des agriculteurs.trices par l'entremise d'une ferme-école et d'un programme d'incubateur d'ancien.ne.s élèves. Le personnel de la ferme-école élabore un programme d'études sur mesure pour soutenir les apprenant.e.s dans le développement de leurs connaissances en matière d'agriculture et pour soutenir les ancien.ne.s élèves dans leurs activités agricoles sur les sites d'incubation situés sur les terres universitaires et sur le territoire de la Première Nation de Tsawwassen. Comme en Colombie-Britannique, il existe de nombreux programmes en Saskatchewan pour promouvoir le développement des connaissances. Parmi les programmes de renforcement des capacités, on peut citer le [Next Gen Agriculture Program](#) (programme agricole pour la prochaine génération), dans le cadre duquel huit candidat.e.s sont sélectionné.e.s chaque année et jumelé.e.s à un.e mentor.e pour une expérience de mentorat de 18 mois entre agriculteurs.trices. [Agriculture in the Classroom Saskatchewan](#) est une autre initiative tournée vers l'avenir qui met en relation les enfants et l'agriculture par l'entremise de programmes et de ressources innovants, basés sur l'expérience et les programmes d'études. En offrant jusqu'à 4 000 \$ par candidat.e, les bourses d'études [Agricultural Scholarships](#) permettent également de repérer les jeunes qui défendent l'agriculture et de soutenir leur avancement.



REGARD SUR LE QUÉBEC

Approvisionnement local : Gagnant-Gagnant-Gagnant pour les agriculteurs.trices, les économies rurales et l'environnement

L'approvisionnement local par des institutions publiques peut jouer un rôle essentiel dans le soutien aux agriculteurs.trices en offrant des possibilités d'accroître les revenus des agriculteurs.trices et de créer de nouveaux emplois dans les collectivités rurales, tout en conservant les gains économiques dans l'économie locale et en réduisant les répercussions sur l'environnement en limitant la distance que les marchandises doivent parcourir.

La Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois vise à augmenter considérablement la part des aliments québécois achetés par les institutions québécoises. Cette approche vise à améliorer la durabilité du système alimentaire régional des Québécois.es. La stratégie comprend plusieurs étapes visant à assurer l'achat d'aliments produits ou transformés au Québec, par le secteur public québécois, notamment les établissements d'enseignement et de santé.

D'ici 2025, toutes les institutions publiques feront de l'achat au Québec une priorité en matière d'approvisionnement. La Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois a créé un répertoire des aliments du Québec, qui permet aux chefs et aux nutritionnistes d'identifier et de comprendre les produits alimentaires québécois. Un programme d'aide financière de 900 000 \$ a également été élaboré pour soutenir les établissements scolaires qui mettent en œuvre des projets favorisant l'achat de produits alimentaires locaux. La Politique bioalimentaire 2018-2025 – Alimenter notre monde, devrait permettre une croissance de 10 milliards de dollars dans l'achat de produits alimentaires québécois par les Québécois.es d'ici 2025.



Ces soutiens fournissent des exemples importants sur la façon de former la prochaine génération d'agriculteurs.trices par l'éducation et des soutiens qui permettent d'acquérir des connaissances et des capacités.

Développement des entreprises et gestion agricole

Le développement des entreprises et l'accompagnement de la gestion agricole, qui ont été mis en avant dans l'approche de la Colombie-Britannique, sont également des éléments essentiels du renforcement des capacités des nouveaux.elles agriculteurs.trices. Le [Small Farm Business Acceleration Pilot Program](#) offre un accompagnement dans l'élaboration des plans d'affaires aux nouveaux.elles petit.e.s agriculteurs.trices, ainsi qu'un financement à frais partagés pour l'infrastructure et l'équipement des fermes commerciales, pour accroître la productivité et les ventes. Une petite exploitation agricole est définie comme ayant un revenu annuel brut total inférieur à 60 000 \$ au cours des deux dernières années. Le financement du programme couvrira de 50 à 75 % du coût total des projets approuvés, jusqu'à un maximum de 17 500 \$ pour les entreprises agricoles individuelles. La promotion des connaissances en Colombie-Britannique va au-delà du financement de la recherche et développement (R. et D.) dans le secteur de la production primaire, des projets pilotes et des démonstrations, et de la commercialisation des innovations agricoles prometteuses par

l'entremise du programme [Canada – BC Agri Innovate](#). Le [Venture Acceleration Program](#), qui offre un soutien de formation en matière de mentorat, d'accompagnement et de validation des marchés aux entrepreneurs.euses en démarrage, est une autre initiative axée sur le développement des entrepreneurs.euses en agriculture.

En Saskatchewan, les producteurs.trices agricoles sont en outre soutenu.e.s par dix [bureaux régionaux](#) répartis dans toute la province. Les bureaux régionaux aident les agriculteurs.trices, les exploitant.e.s de ranch, les groupes de producteurs.trices et les intervenant.e.s de l'industrie à accéder aux renseignements sur les services de production et les services commerciaux, en offrant un service de soutien direct sur demande.

Initiatives autochtones ciblées


La Colombie-Britannique et la Saskatchewan, dont la population agricole connaît l'une des croissances les plus rapides, ont toutes deux mis en place des programmes destinés aux Autochtones pour soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices. Élaboré en réponse aux résultats obtenus dans le cadre du [First Nations Agricultural Needs Assessment](#) (évaluation des besoins agricoles des Premières Nations) mené en 2012, le [Indigenous Agricultural Development Program](#) permet de soutenir les entrepreneurs.euses autochtones en leur offrant un encadrement et un accompagnement dans l'élaboration de plans d'affaires, et de soutenir les communautés autochtones dans l'évaluation des options et la planification d'affaires et financière. En 2019, un poste de conseiller.ère principal.e a été créé pour accroître la participation des Autochtones dans le secteur agricole. Le ministère de l'Agriculture a répondu aux questions relatives à l'agriculture et a fourni aux communautés autochtones de la documentation sur les programmes couvrant divers sujets, tels que l'horticulture, la production céréalière, la production de bétail et la gestion des parcours. Il a également organisé des événements de vulgarisation agricole à l'intention des communautés autochtones.

Soutien à la qualité de vie

Bien que cela ne concerne pas uniquement les nouveaux.elles agriculteurs.trices, la Saskatchewan reconnaît l'ampleur des enjeux de santé mentale parmi les agriculteurs.trices, et met à leur disposition des services de soutien tels que le [Farm Stress Line](#) (ligne d'écoute téléphonique). Le centre d'appel, qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, offre un soutien confidentiel en cas de conflit ou de crise attribuable au stress lié à l'agriculture, et a récemment lancé une [nouvelle application pilote](#) pour améliorer l'accessibilité pour les agriculteurs.trices.

Lacunes des politiques actuelles

Bien qu'un éventail de nouvelles approches aient été adoptées dans les régions, nos recherches sur le contexte actuel des politiques et nos consultations avec les agriculteurs.trices ont permis de cerner certaines lacunes importantes qui empêchent de soutenir adéquatement les nouveaux.elles agriculteurs.trices.



La **première lacune** est l'absence d'une stratégie intégrée de soutien aux nouveaux.elles agriculteurs.trices. Cette lacune a donné lieu à une série de programmes qui ne sont pas intégrés dans les provinces et territoires ou qui ne satisfont pas aux différents types de besoins auxquels font face les nouveaux.elles agriculteurs.trices, et qui privilégient certain.e.s agriculteurs.trices au détriment des autres, en fonction de la taille de leur exploitation et de leur lieu de résidence. Le manque d'intégration entre les programmes « cloisonnés » est aggravé par le manque actuel de données de base permettant de comprendre les besoins non satisfaits, les stratégies de recrutement et les domaines de réussite des programmes.

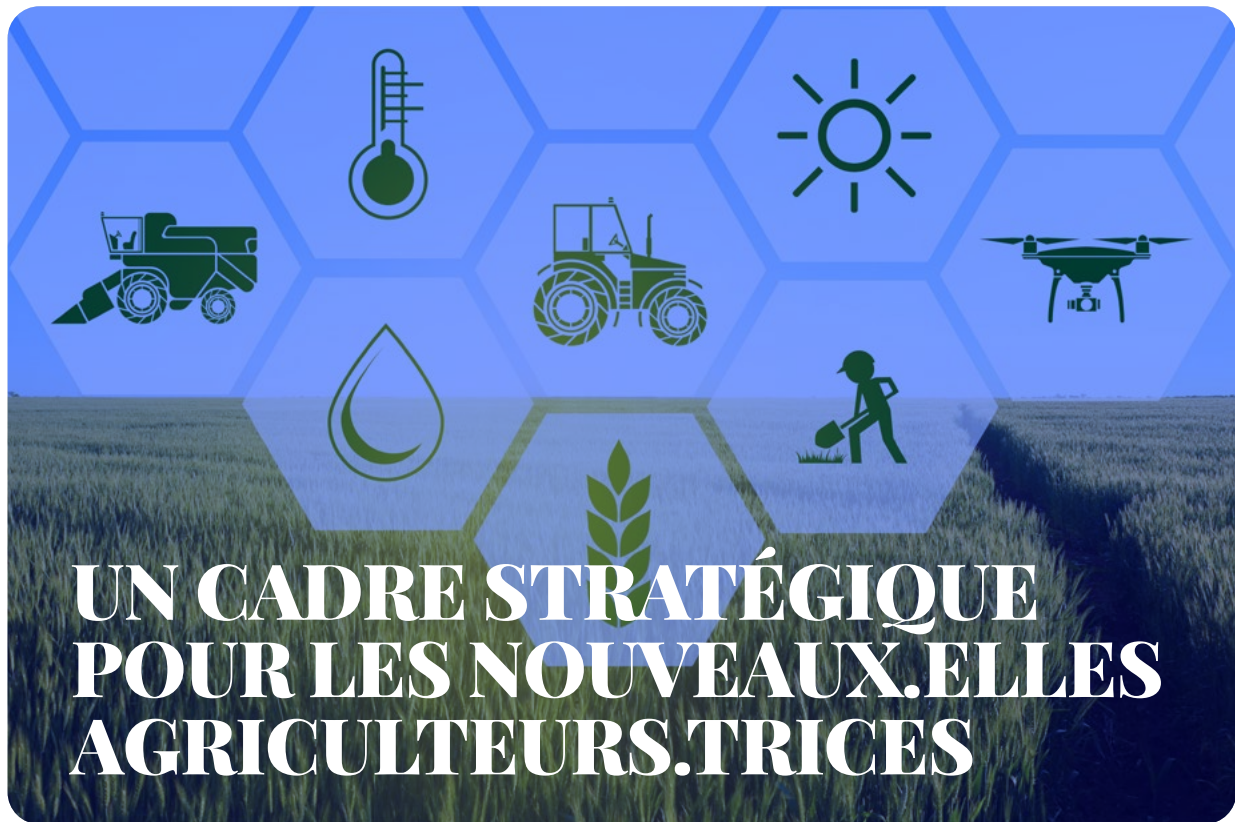
La **deuxième lacune** est qu'un grand nombre de programmes existants ont des seuils ou d'autres exigences qui sont inaccessibles aux petit.e.s agriculteurs.trices et à de nombreux.euses nouveaux.elles agriculteurs.trices. La **troisième lacune**, qui est liée à la précédente, est que de nombreux programmes ne sont pas adaptés aux divers besoins des nouveaux.elles agriculteurs.trices par l'entremise d'un soutien à la navigation personnalisée et à la demande, ou à la traduction. Des programmes comme AgriGuichet et le programme Indigenous Pathways de FAC sont un bon début, mais un soutien et un financement plus directs et personnalisés sont nécessaires dans le cadre d'une stratégie intégrée. Le Canada a besoin d'une approche universelle qui s'assure que tous ceux et celles qui en ont besoin auront accès.

La **quatrième lacune** est que les capacités de gestion des ressources humaines et le soutien à la main-d'œuvre sont extrêmement limités pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui cherchent à étendre leurs activités et à passer à la vente en ligne. Le Programme des travailleurs.euses étrangers.ères temporaires a été mis à rude épreuve par la COVID-19 et était inaccessible à un grand nombre de petit.e.s agriculteurs.trices avant la COVID-19. Il est nécessaire d'améliorer le soutien pour mettre en relation les nouveaux.elles agriculteurs.trices sans exploitation existante (par exemple, les étudiant.e.s ou les nouveaux.elles arrivant.e.s) désireux.euses d'apprendre et d'acquérir une expérience pratique avec les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui ont besoin d'un soutien pour développer leur exploitation existante.

La **cinquième lacune** est l'absence de programmes ou de stratégies nationales visant à promouvoir l'accès aux terres par l'entremise de l'héritage de terres, de la propriété partagée ou des programmes de protection des terres agricoles, ce qui limite la capacité à mettre en place des programmes appartenant aux agriculteurs.trices ou subventionnés pour les services partagés.

La **sixième lacune** est le manque de réseaux intégrés pour le transfert de connaissances locales. Ces réseaux sont particulièrement importants pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui sont moins susceptibles de connaître les conditions locales ou d'être profondément intégré.e.s dans les collectivités locales.

La **septième et dernière lacune** concerne les infrastructures locales limitées, notamment l'accès à la large bande passante dans les zones rurales, pour soutenir la production et la transformation à valeur ajoutée afin de permettre aux nouveaux.elles agriculteurs.trices de se développer et soutenir leur entreprise. Les nouveaux.elles agriculteurs.trices et les petit.e.s exploitant.e.s de ranch ont cerné la possibilité de combler le créneau agricole de la demande des client.e.s pour des aliments locaux et durables, particulièrement pendant la COVID-19, lorsque les chaînes d'approvisionnement internationales ont été interrompues pour de nombreuses personnes.



Jusqu'à présent, les programmes et les politiques n'ont pas abordé de façon adéquate les barrières politiques structurelles et systémiques historiques et persistantes auxquelles font face les nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité, barrières qui sont ancrées dans l'héritage du colonialisme, le racisme institutionnel et une tendance des décisions à privilégier et à exclure certains groupes au profit des autres – ce qui a pour effet la privation des peuples autochtones de leurs droits. En 2019, une résolution de l'Assemblée des chefs a été appuyée par l'Assemblée des Premières Nations pour faire avancer les possibilités économiques de l'agriculture en faveur des peuples des Premières Nations. Elle a reconnu la nécessité d'accroître la participation et les possibilités des Premières Nations dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour renforcer la revitalisation économique et accroître la résilience et la sécurité alimentaire des communautés autochtones. En raison des restrictions imposées par la COVID-19, les auteur.e.s de ce rapport n'ont pas été en mesure de faire participer suffisamment les peuples autochtones à cette discussion en cours pour formuler des recommandations significatives. Toutefois, nous pensons que les recommandations formulées mettent en évidence des approches innovantes et soulignent la possibilité unique d'élaborer une stratégie agricole distincte pour soutenir les Premières Nations et les approches mises en œuvre par les Autochtones maintenant et à l'avenir.

Élaborer un continuum de services en faveur des agriculteurs.trices

Le gouvernement fédéral, en partenariat avec les provinces, les territoires, les associations d'agriculteurs.trices et d'autres principales parties prenantes, doit élaborer un cadre intégré pour bâtir un avenir de l'agriculture accessible aux nouveaux.elles agriculteurs.trices. Il n'existe actuellement aucune stratégie globale ciblée qui prévoit des façons de remédier aux inégalités précises auxquelles font face les nouveaux.elles agriculteurs.trices. La politique agricole actuelle n'a pas été élaborée en tenant compte des besoins des nouveaux.elles agriculteurs.trices et, malgré les bonnes intentions, elle sert souvent à les exclure et à les priver de leurs droits par une réglementation excessive et des tracasseries administratives. L'adoption d'un point de vue intersectionnel, qui s'appuie sur des outils tels que l'Analyse comparative entre les sexes du gouvernement fédéral, constitue un précédent pour la réalisation d'un test de résistance sur nouveaux.elles agriculteurs.trices qui peut rendre les politiques plus équitables pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices qui font face à des barrières considérables à l'entrée. Forts de plusieurs années d'expérience de collaboration avec les nouveaux.elles agriculteurs.trices, les Young Agrarians ont déterminé la nécessité de la réalisation d'un test de résistance à l'échelle nationale et entreprennent des travaux pour élaborer ce cadre.



Mesures de soutien globales destinées aux nouveaux.elles agriculteurs.trices : tirer les leçons du Québec

L'approche innovante du Québec en matière de soutien aux nouveaux.elles agriculteurs.trices mérite d'être mentionnée. En vertu du mandat du Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ), les exploitant.e.s agricoles, les universitaires et les représentant.e.s du secteur public ont accès à un continuum de services où un soutien, des connaissances et un accès au réseau sont fournis aux nouveaux.elles agriculteurs.trices. Des programmes innovants aident les nouveaux.elles agriculteurs.trices à accéder aux terres et aux connaissances grâce à un réseau dynamique et à un continuum de services consultatifs. Aujourd'hui, le CRAAQ offre un éventail de services comprenant un vaste réseau de 400 expert.e.s dévoué.e.s partout au Canada qui partagent des renseignements avec plus de 5 000 professionnel.le.s et environ 15 000 entreprises agricoles et alimentaires au Québec.

Le CRAAQ soutient les nouveaux.elles agriculteurs.trices en leur offrant le programme L'ARTERRE, un programme de mentorat et de jumelage conçu pour aider les nouveaux.elles agriculteurs.trices à accéder aux terres agricoles en mettant en relation un.e nouvel.le agriculteur.trice avec un.e agriculteur.trice qui souhaite transférer ses terres agricoles à un.e nouvel.le exploitant.e. L'ARTERRE promeut un modèle axé sur la qualité dans toutes les phases du processus de mise en réseau et de jumelage. Le CRAAQ soutient également les agriculteurs.trices québécois.es dans la diversification de leurs produits et soutient les personnes désireuses de produire des aliments biologiques ou de gérer une petite exploitation agricole. Des statistiques récentes ont démontré que le nombre de petites exploitations agricoles au Québec est en croissance grâce à ce programme efficace et au désir des client.e.s d'acheter leurs aliments auprès des fournisseurs locaux. Dans une certaine mesure, cette situation résulte de la synergie développée par le CRAAQ et des récentes directives du ministère de l'Agriculture du Québec, qui permet aux établissements publics québécois d'augmenter considérablement l'approvisionnement en aliments produits localement. Cette approche a permis de mettre fin à 40 ans de déclin de la croissance agricole au Québec.

Le CRAAQ a des répercussions déterminantes sur le développement d'un secteur agricole durable au Québec, car il offre une plateforme à toutes les parties prenantes intéressées par le développement de l'agriculture québécoise.

En plus de s'attaquer aux barrières, le gouvernement fédéral devrait créer les conditions qui permettront aux nouveaux.elles agriculteurs.trices de prospérer. Le lancement de la collecte de données fiables et désagrégées sur les nouveaux.elles agriculteurs.trices constitue une première étape importante pour comprendre, recruter et retenir les futur.e.s producteurs.trices. Les réglementations visant à protéger les terres agricoles contre le développement et les investissements seront également essentiels, tout en garantissant l'accès à de nouveaux outils financiers pour stimuler la croissance des nouvelles exploitations agricoles par l'entremise des capitaux supplémentaires. Le fait de récompenser les petit.e.s exploitant.e.s agricoles pour avoir adopté des pratiques durables peut également contribuer à équilibrer les choses. La priorité accordée à l'accès aux terres et les subventions ou les paiements directs pour des pratiques respectueuses du climat peuvent contribuer à promouvoir un cadre neutre sur le plan climatique, tout en compensant l'effet des économies d'échelle stimulées par les grand.e.s agriculteurs.trices. Le gouvernement des États-Unis a récemment effectué des investissements en signant des décrets-lois qui encouragent l'adoption des pratiques agricoles intelligentes face au climat par l'entremise de paiements directs aux agriculteurs.trices, créant ainsi de nouvelles sources de revenus pour les habitant.e.s des zones rurales. La libération de nouvelles terres publiques sur les campus universitaires et la libération des terres publiques par l'entremise des incitations fiscales et des programmes de financement qui garantissent un régime foncier permanent aux nouveaux.elles agriculteurs.trices créera les conditions du succès. En développant le savoir-faire des agriculteurs.trices sur des sujets tels que la gestion d'entreprises, le marketing en ligne et les meilleures pratiques en matière de ressources humaines, les nouveaux.elles agriculteurs.trices disposeront également des outils nécessaires pour retenir les travailleurs.euses issu.e.s de la diversité et développer leur exploitation.

La création de chaînes d'approvisionnement locales, décrite dans la lettre de mandat fédéral de 2021 du premier ministre Trudeau, est actuellement à l'étude dans les Prairies et offre la possibilité de développer de nouveaux marchés intérieurs grâce au commerce interprovincial et régional. Une étude publiée en 2015 montre que le remplacement de 10 % des dix principaux fruits et légumes importés par des produits locaux entraînerait une augmentation de 250 millions de dollars du PIB de l'Ontario et la création de 3 400 nouveaux emplois. Comme on peut le voir dans la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois, les fonds fédéraux peuvent être utilisés pour effectuer une double tâche, notamment en achetant des biens localement tout en investissant dans les collectivités. Par exemple, les 200 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence du gouvernement fédéral pendant la COVID-19 auraient pu acheter des milliers de kilos de produits alimentaires frais auprès des agriculteurs.trices locaux.ales.

Les mesures de soutien globales et l'amélioration des conditions de travail des nouveaux.elles agriculteurs.trices ne peuvent pas résoudre à elles seules la pénurie de main-d'œuvre agricole au Canada. Des mesures de soutien aux travailleurs.euses étrangers.ères temporaires doivent également être prises. Un processus d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté constitue la première étape vers l'amélioration des moyens de subsistance, car les travailleurs.euses peuvent présenter des réclamations concernant des pratiques de travail injustes sans risque d'expulsion. Le rapport du Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) intitulé *Butcher's Pathway to Permanent Residency* fait état d'un taux de rétention de 90 % des travailleurs.euses étrangers.ères temporaires qui restent dans les usines et dans les collectivités rurales en moyenne pendant dix ans. L'immigration économique s'est également révélée être un point prometteur pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices. Le soutien à l'établissement fourni par le gouvernement fédéral, qui encourage les centres communautaires culturels des immigrant.e.s, est déjà à l'étude et peut également servir à renforcer l'appartenance et l'inclusion des migrant.e.s et des agriculteurs.trices nouvellement arrivé.e.s. Pour attirer et retenir ces travailleurs.euses, il faudra des politiques plus larges pour améliorer la conformité des employeurs et remédier aux lacunes législatives qui offrent une protection limitée à cette partie essentielle de la main-d'œuvre agricole actuelle et future du Canada.

Il est également important de doubler les investissements dans les technologies agricoles afin de réduire les coûts et d'en améliorer l'accès par les agriculteurs.trices qui, souvent, ne sont pas en mesure d'assumer les coûts des innovations. Une approche à explorer consisterait à coordonner l'intégration, à l'échelle de l'industrie, de technologies agricoles abordables par l'entremise de réseaux tels que les coopératives agricoles traditionnelles afin de faciliter la mise en commun des fonds pour partager les ressources et la formation. Dans un même temps, les mesures d'incitation à l'adoption de nouvelles technologies et pratiques de gestion des terres plus durables peuvent contribuer à accélérer le changement et à mettre de nouveaux outils entre les mains des personnes qui en ont le plus besoin.

Accroître l'accessibilité des programmes et des services

- **Recueillir des données désagrégées sur les personnes qui pratiquent actuellement l'agriculture au Canada.** La première étape pour mieux desservir les nouveaux.elles agriculteurs.trices est de comprendre qui ils/elles sont, ce dont ils/elles ont besoin et les défis auxquels ils/elles font face. En utilisant le sondage actuel de Statistique Canada sur les agriculteurs.trices, il est possible d'obtenir un aperçu plus précis de la démographie des nouveaux.elles agriculteurs.trices, ce qui peut contribuer à améliorer les programmes, la rétention et le recrutement des agriculteurs.trices canadien.ne.s.
- **Mettre au point un nouveau test de résistance à l'intention des agriculteurs.trices.** Ce test permettrait d'évaluer si, et de quelle façon, les politiques et programmes existants et nouveaux liés à l'agriculture pourraient privilégier les entreprises, les agriculteurs.trices et les travailleurs.euses établi.e.s par rapport aux nouveaux.elles agriculteurs.trices.
- **Élargir les programmes d'immobilisations actuels de Financement agricole Canada afin de mieux desservir les populations de nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de la diversité.** Mettre en place des programmes de Financement agricole Canada (FAC) adaptés aux femmes, aux jeunes et aux peuples autochtones afin de mettre en place des programmes de prêts au profit des immigrant.e.s, des agriculteurs.trices noir.e.s et des nouveaux.elles agriculteurs.trices, afin de lutter contre les préjugés en matière d'accès aux prêts et d'accroître l'accès au capital grâce à des taux d'intérêt bas.

Abaisser les barrières au capital pour stimuler la croissance des entreprises

- **Établir des taux de prêt préférentiels pour encourager les modèles de propriété foncière collective.** Les modèles de partage des terres, tels que les fiducies immobilières pour le bénéfice de la communauté, les pâturages collectifs et d'autres approches en matière de propriété foncière partagée, peuvent mettre en commun les ressources individuelles pour permettre l'accès à un plus grand nombre nouveaux.elles agriculteurs.trices.
- **Explorer des mécanismes financiers uniques pour éliminer les barrières au capital créées par la Loi sur les Indiens.** Adopter des approches permettant aux agriculteurs.trices autochtones d'emprunter en donnant comme garanties les terres des réserves.

Abaissier les barrières au capital pour stimuler la croissance des entreprises

- **Cerner les possibilités d'accroître les initiatives d'investissement en finance sociale à l'intention des nouveaux.elles agriculteurs.trices.** Développer, élargir et financer les bailleurs de fonds innovants, tels que le Fair Finance Fund, qui soutiennent les entreprises alimentaires et agricoles locales et les infrastructures à coûts partagés pour améliorer les économies locales et les moyens de subsistance des agriculteurs.trices.
- **Inclure des quotas pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices dans les régimes de financement.** Veiller à ce que les prêts financiers soient répartis équitablement et cerner des méthodes de sensibilisation pour promouvoir les programmes destinés aux groupes sous-représentés.
- **Verser des paiements aux nouveaux.elles agriculteurs.trices ayant adopté des pratiques durables.** L'agriculture a été identifiée comme étant un secteur essentiel pour répondre à l'enjeu des changements climatiques. De nombreuses nouveaux.elles agriculteurs.trices adoptent déjà des pratiques respectueuses du climat. Un des moyens importants de soutenir ce groupe est de l'inciter à pérenniser et à élargir ces pratiques.

Protéger les terres pour les rendre plus abordables pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices

- Prévoir une taxe foncière ou des tarifs de location préférentiels pour les pâturages collectifs sur les terres publiques inutilisées. Accroître l'accès aux terres agricoles potentielles et encourager les possibilités d'exploitation des terres collectives qui incitent à des pratiques d'agriculture et d'élevage durables.
 - Financer les programmes de jumelage des terres existants pour intéresser les agriculteurs.trices aux terres agricoles. Accroître la capacité des programmes de jumelage des terres existants, tels que le programme de jumelage des terres de la Colombie-Britannique, l'initiative L'ARTERRE du Québec et la [FarmLINK land matching platform](#), afin de soutenir un plus grand nombre de personnes souhaitant acquérir une exploitation agricole à entrer en contact avec des agriculteurs.trices qui vendent des terres; et renforcer la capacité des provinces et des associations d'agriculteurs.trices à fournir ce soutien dans d'autres régions.
- Accroître la protection des terres par la création de banques provinciales de terres agricoles. Travailler en étroite collaboration avec les municipalités et les provinces pour faciliter la création de banques de terres agricoles et soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices en protégeant les terres agricoles contre la spéculation et leur mise en valeur commerciale.

Transférer les connaissances pour renforcer les capacités

- Développer de meilleures conditions de travail dans les exploitations agricoles grâce à la formation des ressources humaines aux meilleures pratiques. Établir un partenariat avec le CCRHA pour élaborer et offrir un programme d'études en ressources humaines afin d'aider les gestionnaires agricoles et les nouveaux.elles agriculteurs.trices à mieux cerner la discrimination et d'aider les ouvriers.ères agricoles à améliorer les conditions de travail et à accroître les possibilités de perfectionnement professionnel en matière d'exploitation agricole.
- Intégrer, dispenser et normaliser le programme d'études sur la gestion de la main-d'œuvre agricole dans les programmes agricoles des collèges et des universités. Établir des partenariats avec les programmes agricoles de l'enseignement postsecondaire et les associations d'agriculteurs.trices pour s'assurer que les futur.e.s agriculteurs.trices et professionnel.le.s de l'agriculture soient bien informé.e.s sur la façon de créer un environnement de travail positif pour retenir la main-d'œuvre agricole.
- Accroître le mentorat et le transfert de connaissances entre agriculteurs.trices. Verser un financement direct aux associations et organisations d'agriculteurs.trices pour améliorer les pratiques agricoles durables et renforcer les réseaux d'agriculteurs.trices afin de lutter contre l'isolement, d'améliorer les relations régionales, et de cerner et de satisfaire les besoins des agriculteurs.trices.
- Organiser un atelier gratuit de gestion d'exploitation agricole à l'intention des nouveaux.elles agriculteurs.trices. Travailler en partenariat avec les programmes agricoles des collèges et universités, et avec les associations d'agriculteurs.trices, afin d'élaborer des ressources régionales de gestion agricole et des séances d'information pour soutenir les nouveaux.elles agriculteurs.trices.
- Lancer une intégration à l'échelle de l'industrie des technologies agricoles abordables pour améliorer l'accès aux pratiques innovantes. En collaboration avec les parties prenantes de l'industrie des technologies agricoles, les associations d'agriculteurs.trices, les unités de recherche agricole universitaires et les coopératives d'agriculteurs.trices, étudier les moyens d'exploiter et de mettre en commun les ressources et les capacités institutionnelles, afin de réduire les coûts d'innovation des applications agricoles.



Le système actuel est mis en place pour nous exploiter. Si les conditions étaient meilleures, plus de personnes souhaiteraient rester dans l'agriculture, même après avoir obtenu le statut de résident.e permanent.e, et plus d'immigrant.e.s comme moi seraient heureux.euses de faire ce travail. »

..... Gabriel Alladuah

Améliorer les conditions de travail agricoles pour retenir et attirer la main-d'œuvre qualifiée

- Offrir à tous les travailleurs migrants la possibilité d'obtenir le statut de résident permanent. Accroître la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée au moyen d'un accès facilité à la résidence permanente qui n'est pas lié à un travail sectoriel et accorder la priorité aux travailleurs en fonction de la durée de leur participation au programme.
- Comblent les lacunes législatives dans la politique en matière de main-d'œuvre agricole pour améliorer les conditions de travail des travailleurs étrangers temporaires. Adopter une stratégie nationale pour encourager les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les autres parties prenantes à renforcer le suivi, l'application et le respect des conditions de travail décentes pour les travailleurs migrants.
- Promouvoir et encourager les modèles de propriété agricole collective. Améliorer les conditions de travail dans les exploitations agricoles en augmentant les possibilités d'autonomie et de prise de décision des travailleurs par l'entremise de modèles de propriété agricole partagée.
- Développer des centres culturels pour les communautés rurales d'immigrants. Encourager l'établissement de nouvelles arrivées dans les zones rurales pour diversifier et accroître les populations non urbaines et pour attirer de nouveaux travailleurs issus de la diversité, pour favoriser l'intégration des communautés culturelles et pour accroître le sentiment d'appartenance.
- Élargir les critères d'immigration pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre agricole. Inclure les compétences agricoles dans la stratégie élargie de recrutement d'immigrants du Canada pour mieux refléter les besoins en main-d'œuvre du pays, et entamer le processus d'élimination progressive des programmes de travail conditionnels qui créent des conditions de travail précaires pour les migrants économiques.
- Lancer un programme de recrutement de nouveaux agriculteurs. Mener une campagne de recrutement d'agriculteurs fondée sur des données afin d'attirer de nouveaux agriculteurs pour combler les lacunes de la future main-d'œuvre agricole; et moderniser l'image des agriculteurs canadiens en tant qu'innovateurs, qualifiés, entrepreneurs et essentiels à la construction d'un avenir durable.

Investir dans des systèmes alimentaires locaux durables pour dynamiser les économies rurales

- **Développer des chaînes d’approvisionnement alimentaire locales plus résilientes et mieux intégrées.** Mettre en place des programmes permettant de mettre en relation les agriculteurs. trices ruraux.ales avec les possibilités d’approvisionnement alimentaire en milieu urbain, en mettant l’accent sur les hôpitaux, les universités, les écoles et les efforts d’aide d’urgence pour faire face
- aux pénuries alimentaires et à l’insécurité alimentaire pendant la COVID-19.

Cerner et classer par ordre de priorité les initiatives d’agriculture coopérative pour les marchés publics. Renforcer

- l’approvisionnement alimentaire local, durable et respectueux du climat en encourageant le recours aux systèmes d’agriculture coopérative.

Investir dans les centres de transformation à valeur ajoutée et les infrastructures pour augmenter les emplois ruraux. Collaborer avec les provinces et les territoires pour renforcer les capacités de production dans les régions rurales.



La clé de la croissance des régions rurales du Canada réside dans la “création de personnes”, et non dans la création d’emplois. »



Debra Hauer
du CCRHA



COVID-19

a donné la possibilité de redéfinir un des secteurs les plus anciens et les plus établis du Canada. La sécurité alimentaire au Canada ne va pas de soi, et les initiatives du gouvernement doivent refléter le service essentiel que l'agriculture fournit à notre pays.

CONCLUSION

Cultiver la prochaine récolte d'agriculteurs.trices canadien.ne.s donne un aperçu de certaines des barrières systémiques actuelles auxquelles font face les nouveaux.elles venu.e.s dans le secteur agricole, et propose un nouveau cadre intégré pour y remédier. Les expériences d'agriculteurs.trices de tout le pays soulignent l'ampleur des défis auxquels font face les personnes qui se lancent dans l'agriculture, et évoquent les barrières supplémentaires auxquelles se heurtent les groupes issus de la diversité, qui constituent de plus en plus la prochaine génération de producteurs.trices agricoles. Sur la base d'une approche adaptée au milieu, nous avons exploré des politiques et des programmes régionaux innovants en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Québec. Ces exemples mettent en évidence des approches évolutives visant à créer un continuum de services à l'intention des agriculteurs.trices, avec un certain nombre de possibilités immédiates d'améliorer de manière significative les résultats sectoriels. Nous encourageons un examen et des recherches plus approfondis sur la façon dont le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces et les territoires, peut étendre ces programmes à l'échelle nationale pour obtenir des résultats positifs pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices, garantir des conditions de travail décentes pour les travailleurs.euses agricoles, et stimuler la dynamisation socio-économique des économies rurales et des systèmes alimentaires régionaux. Une stratégie pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices canadien.ne.s constituerait la pierre angulaire d'un plan ambitieux pour créer un système alimentaire plus durable qui apportera un début de réponse aux séquelles du colonialisme et à la discrimination qui ont accordé la priorité à certains groupes par rapport à d'autres.

Bien que ce rapport aborde un défi important pour l'avenir du travail en agriculture, l'accent mis sur les nouveaux.elles agriculteurs.trices ne résoudra pas à lui seul la myriade de problèmes auxquels ce secteur fait face. Il faut poursuivre les recherches sur la façon dont la technologie pourrait être intégrée pour aider les nouveaux.elles agriculteurs.trices à relever le défi urgent des changements climatiques et à devenir les moteurs d'une croissance verte. De même, l'épidémie croissante de santé mentale est un sujet de préoccupation majeur pour les producteurs.trices. Il faudra plus de recherche et de soutien pour garantir le bien-être des agriculteurs.trices actuel.le.s et futur.e.s, ce qui est également une priorité, d'autant plus que les populations rurales diminuent et que l'isolement social s'accroît.

Cette recherche n'a pas non plus permis de dialoguer de façon significative avec les agriculteurs.trices autochtones. Alors que la réconciliation avec les peuples autochtones continue de façonner l'avenir du Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent dialoguer davantage avec les communautés autochtones et les agriculteurs.trices autochtones pour mieux comprendre leurs besoins non satisfaits. Cette initiative devrait permettre de créer des conditions favorables à l'élaboration de politiques agricoles efficaces et respectueuses pour satisfaire leurs besoins particuliers. De plus, les approches futures viseraient à remédier à la dépossession historique et continue des terres qui contribue à la sous-représentation actuelle des Premières Nations et de l'ensemble des communautés autochtones dans les activités agricoles.

En mettant en évidence de nombreux défis alimentaires urgents, la COVID-19 a donné la possibilité de redéfinir un des secteurs les plus anciens et les plus établis du Canada. L'intérêt accru du public pour la provenance des aliments, les enjeux de durabilité et la nature essentielle des travailleurs.euses du secteur alimentaire ont favorisé un dialogue précieux sur la valeur de l'agriculture primaire et la nature essentielle de la main-d'œuvre agricole du Canada – pour notre prospérité économique et sociale. La sécurité alimentaire au Canada ne va pas de soi, et les initiatives du gouvernement doivent refléter le service essentiel que l'agriculture fournit à notre pays.

Il faut agir maintenant pour changer le cours de ce secteur. Cultiver la prochaine récolte d'agriculteurs.trices démontrera le leadership et l'engagement du gouvernement à construire des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus durables et plus résilientes, tout en soutenant les agriculteurs.trices et les exploitant.e.s de ranch pour qu'ils/elles deviennent la future « main-d'œuvre verte » dont les Canadien.ne.s ont besoin. Le succès ne sera possible que si l'on adopte un point de vue global de l'agriculture au niveau des systèmes – un point de vue qui accorde la priorité à l'inclusion et aux emplois décents pour nos travailleurs.euses les plus essentiel.le.s – afin de construire un avenir agricole plus juste, plus durable et plus équitable, tant pour les agriculteurs.trices que pour les Canadien.ne.s.

Nous avons voulu utiliser ce rapport comme une occasion de mettre en lumière les voix des personnes qui ont été généralement sous-représentées dans les conversations sur l'avenir du travail dans le secteur agricole. Nous avons également cherché à rédiger un rapport qui présente divers points de vue et formule des recommandations équilibrées visant à éliminer les barrières à l'entrée pour les nouveaux.elles agriculteurs.trices issu.e.s de groupes sous-représentés. Reconnaisant la nature complexe et multiforme de l'agriculture canadienne et l'interdépendance de facteurs tels que l'immigration, la technologie et l'automatisation, les changements climatiques et les chaînes d'approvisionnement internationales, nous avons choisi d'adopter une approche de changement de système pour répondre à la question de savoir comment remédier durablement à la pénurie actuelle et imminente de main-d'œuvre dans l'agriculture au Canada.

Notre approche a reconnu que la terre, en tant que lieu de guérison, de cérémonie et d'enseignements importants, est un élément central pour parvenir à la réconciliation avec les peuples autochtones et leur permettre d'obtenir réparation. C'est pourquoi nous avons adopté une approche anticoloniale pour explorer des recommandations pour l'avenir du travail dans l'agriculture, un secteur qui est inextricablement lié à la façon dont nous utilisons et entretenons la terre sur l'île de la Tortue (Canada). Aux fins du présent rapport, un cadre anticolonial signifie explorer des concepts tels que le colonialisme, l'oppression, la décolonisation, le pouvoir, la capacité d'agir et la résistance, en particulier la capacité d'agir des peuples autochtones et la diversité de leurs points de vue, afin de s'assurer que les recommandations de politiques ne servent pas à exacerber ou à créer de nouvelles inégalités vécues par les Premières Nations. Ce rapport vise à cerner les possibilités d'accroître l'accès et les possibilités pour les groupes mal desservis, notamment les femmes, les groupes racialisés, les immigrant.e.s et les jeunes, tout en respectant les droits et la position distincts des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

Le plan de recherche de ce rapport comprenait cinq phases : 1) cerner les enjeux et les priorités, 2) mener la recherche, 3) sensibiliser les parties prenantes, 4) tirer des conclusions et 5) formuler des recommandations politiques. Dans le cadre de ce rapport, nous avons conceptualisé les groupes sous-représentés dans l'agriculture de manière à inclure les peuples autochtones, les jeunes, les personnes

racialisées ou de couleur, les femmes et les immigrant.e.s. Une analyse documentaire et une enquête sur les rapports, les publications universitaires, les informations publiques du gouvernement et les articles de presse ont été menées pour formuler nos hypothèses préliminaires, rédiger un guide d'entrevue générale et structurée avec les parties prenantes et poser une série de questions ciblées à l'intention des parties prenantes précises.

Pour vérifier notre hypothèse, recueillir d'autres données et cerner les lacunes, nous avons consulté des organisations sans but lucratif, des universitaires et des expert.e.s en la matière, des associations sectorielles et des fonctionnaires du gouvernement du Canada, particulièrement de Statistique Canada et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Voir l'annexe A pour obtenir une liste complète des consultations. Nous avons également mené plusieurs entrevues individuelles et groupes de discussion avec divers.es agriculteurs.trices et exploitant.e.s de ranch situé.e.s en Ontario, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba et au Québec.

Pour comparer et mettre en contraste les politiques à partir d'une perspective adaptée au milieu, nous avons exploré trois régions agricoles uniques, soit la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et le Québec. En suivant tous les protocoles sanitaires locaux, nous sommes rendu.e.s à Saskatoon et à Vancouver pour mener des entrevues (en personne et virtuelles) et visiter des exploitations agricoles. Tous les dialogues avec les parties prenantes du Québec ont été menés virtuellement.

Les observations recueillies au cours de notre recherche ont été utilisées pour élaborer un cadre de travail. Ce cadre a servi d'heuristique pour aider à structurer la complexité et les liens entre les différents éléments du système alimentaire canadien, ainsi que les points communs entre les régions, parties prenantes et contextes politiques. Le cadre a également permis de cerner les intervenant.e.s les plus aptes à fournir ces solutions en fonction des provinces et territoires, de la capacité fiscale et d'autres facteurs clés.

Gouvernement

Paul Samson, Michael Silverman, Tara Bazarkiewicz, Natalia Amiel, Willow Eardley, Pascal Tanguay, Justin Sugawara, Lydia Laurin, Shelly Binch, Dominic Kelly (Agriculture et Agroalimentaire Canada), interrogé.e.s par le Groupe de travail 3, le 4 décembre 2020.

Carolyn Cahill, Augustine Akuoko-Asibey, Michele McMillan, Cindy St-Germain, Ziad Shadid (Statistique Canada), interrogé.e.s par le Groupe de travail 3, le 9 septembre 2020.

Organisations du secteur ou du gouvernement

Chambre des communes, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, « Soutien aux Autochtones canadiens dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire », Rapport et Réponse du gouvernement, présenté le 28 mai 2019

Karra-Lee Gerrits (vice-présidente, Stratégie et développement des entreprises, Protein Industries Canada), interrogée par le Groupe de travail 3, le 2 novembre 2020.

Jennifer Wright (conseillère principale en RH, Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture), interrogée par le Groupe de travail 3, le 16 novembre 2020

Debra Hauer (gestionnaire, AgriIMT, Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture), interrogée par le Groupe de travail 3, le 24 novembre 2020.

Jules Gallant (directeur des relations gouvernementales, Financement agricole Canada), interviewé par le Groupe de travail 3, le 4 décembre 2020.

Organisations d'agriculteurs.trices

Clinton Monchuk (directeur exécutif, Farm and Food Care), interrogé par le Groupe de travail 3, le 2 novembre 2020

Ryder Lee (PDG, Saskatchewan Cattlemen's Association), interrogé par le Groupe de travail 3, le 4 novembre 2020

Darcy Smith (C.-B., gestionnaire, Land Matching Program, Young Agrarians), interrogé par le Groupe de travail 3, le 6 novembre 2020

Jane Rabinowic (directrice exécutive, SeedChange), interrogée par le Groupe de travail 3, octobre 2020

Sara Dent (codirectrice exécutive, Young Agrarians), interrogée par le Groupe de travail 3, décembre 2020

Producteurs.trices

Divers groupes de discussion d'agriculteurs.trices, interrogés par Melana Roberts, Groupe de travail des Fermiers pour la transition climatique, le 24 octobre 2020.

Divers groupes de discussion d'agriculteurs.trices, interrogés par Melana Roberts, Groupe de travail des Fermiers pour la transition climatique, le jeudi 29 octobre 2020.

Ian McCreary (ancien président de la Commission canadienne du blé), interrogé par le Groupe de travail 3, le 2 novembre 2020

Mary McCreary (membre fondatrice du Treaty Land Sharing Network), interrogée par le Groupe de travail 3, le 2 novembre 2020

Sarah Clements (gestionnaire des programmes de la ferme-école de Tsawwassen, Université polytechnique Kwantlen), interrogée par le Groupe de travail 3, le 7 décembre 2020

Universitaires

Hannah Wittman (professeure, Université de la Colombie-Britannique), interrogée par le Groupe de travail 3, le 5 novembre 2020

Agriculture et Agroalimentaire Canada, Politique alimentaire pour le Canada. <https://www.agr.gc.ca/fra/a-propos-de-notre-ministere/initiatives-ministerielles-importantes/politique-alimentaire/?id=1597858160271>

Boyd, M., et Surette C. (2010). **Northernmost precontact maize in North America.** *American Antiquity*, vol. 75, p. 117-133.

Briere, K. (2006). **Treaty claims redraw farmland map—special report (main story).** *The Western Producer* [online]: Disponible sur producer.com/2006/05/treaty-claims-redraw-farmland-map-special-report-main-story/.

Buckley, H. (1992). **From wooden ploughs to welfare: why Indian policy failed on the Prairie provinces.** McGill-Queen's Press, Montréal, Québec.

Carter, S. (1990). **Lost harvests: Prairie Indian reserve farmers and government policy.** McGill-Queen's Press, Montréal, Québec.

Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture. (19 août 2019). **Comment la pénurie de main d'œuvre déterminera le destin du secteur : L'agriculture en 2029.** Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture.

Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture. (Janvier 2017). **Faits saillants d'AgriFemmes.** Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture.

Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture. (19 mai 2020). **Cultiver la sécurité : Résumé des discussions des séances de Zoom sur le secteur agricole et agroalimentaire autochtone.** Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture.

L'Encyclopédie canadienne, Loi des terres fédérales. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/terres-federales-politique-sur-les>

Fligg, Robert, Derek Robinson. (octobre 2019). **Reviewing First Nation land management regimes in Canada and exploring their relationship to community well-being,** *Land Use Policy* 90.

Gouvernement du Canada. (17 juin 2019). **Recensement de la population de 2016, minorités visibles, domaine d'études.** Statistique Canada.

Gouvernement du Canada. (15 mai 2020). **Employés du secteur agricole, de 2016 à 2018.** Statistique Canada.

Gouvernement du Canada. (2012). **Foire aux questions — Régime de gestion des terres des Premières Nations** [en ligne] : Disponible sur <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2012/01/foire-questions-regime-gestion-terres-premieres-nations.html>.

Gouvernement du Canada. (2015). **Un million d'acres plus tard en Saskatchewan** [en ligne] : Disponible sur <https://rcaanc-cirnac.gc.ca/fr/a/1428677852854/1539954110358>.

Jessica Smith Cross. (16 juillet 2017). **Aging farmers with no succession plans put future of Canadian family farms at risk.** CBC.

Jobin, S., et Riddle, E. 2019. **First Nations Land Management Regime: pros and cons.** Toronto, Ontario.

Jung, C. (2019). **The First Nations Land Management Act: twenty years of reconciliation.** American Review of Canadian Studies, vol. 49, p. 247-261.

Krasowski, S. (2018). **No surrender: the land remains Indigenous.** University of Regina Press, Regina, Saskatchewan.

Laforge, JML., et McLachlan, SM. 2018. **Environmentality on the Canadian Prairies: settler-farmer subjectivities and agri-environmental objects.** Antipode, vol. 50, p. 359-383.

Melissa, M., Arcand, Lori Bradford, Dale, F., Worme, Graham, E.H.,

Mohan, B., Kumar, Chris Furgal, Peter Hutchinson, Wade Roseborough et Stephanie Kootoo-Chiarelo, **Activités de récolte chez les Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuits : évolution dans le temps, obstacles et facteurs associés, Enquête auprès des peuples autochtones,** 16 avril 2019.

OIT/UITA : Promoting the role of agricultural workers and trade unions in sustainable agriculture and rural development, World Summit on Sustainable Development, 2002.

Qualman, D., Akram-Lodhi, A. H., Desmarais, A. A., & Srinivasan, S. (2018). Forever young? The crisis of generational renewal on Canada's farms. Canadian Food Studies/La Revue canadienne des études sur l'alimentation, vol. 5, no3, p. 100-127.

Sasha Boutilier. There are lessons to be learned from a pragmatic, incremental regime that has advanced self-determination for Indigenous communities, Options politiques, 18 août 2016

Savage CS. (2011). Prairie: a natural history. Greystone Books.

Strickert, Ken Bear, Anthony Blair, Dreaver Johnston, Sheldon, M., Wuttunee, Alfred Gamble, et Debra Shewfelt. Sowing a way towards revitalizing Indigenous agriculture: creating meaning from a forum discussion in Saskatchewan, Canada. FACETS, vol. 5, no 1, p. 619-641.

Tang, E., (2003). Agriculture: the relationship between Aboriginal farmers and non-Aboriginal farmers. Saskatoon, Saskatchewan.

Teshini Harrison. (18 février 2020). The future of work must be decent work. Institut Broadbent.

Université de Guelph, Submission to the Standing Committee on Agriculture and Agri-Food: Strengthening Canada's Agricultural Sector - A Canadian Network for Farmer Mental Health. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/AGRI/Brief/BR10199410/br-external/UniversityOfGuelph-e.pdf>

À PROPOS DE FPP



Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participants au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des questions et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques rendra le Canada meilleur.

© 2020, FORUM DES POLITIQUES PUBLIQUES
1400 - 130, RUE ALBERT
OTTAWA, ON, CANADA, K1P 5G4
613.238.7858



ppforum.ca



[@ppforumca](https://twitter.com/ppforumca)

CULTIVER LA PROCHAINE RÉCOLTE
D'AGRICULTEURS.TRICES CANADIEN.NE.S :
ISBN: 978-1-77452-072-7

À PROPOS D'ACTION CANADA



Au cours du Fellowship d'Action Canada de 10 mois, les fellows augmentent leurs capacités de leadership, développement de connexions à vie avec des gens et des communautés à travers le pays et font la promotion de l'implication citoyenne parmi tous les Canadiens. Depuis 2017, le Forum des politiques publiques et Action Canada travaillent ensemble pour étendre cet accélérateur de leaders émergents de premier plan au Canada.



actioncanada.ca



[@actioncanada](https://twitter.com/actioncanada)

MERCI À NOS PARTENAIRES

Canada



POWER CORPORATION
DU CANADA

Secrétariat aux
relations canadiennes

Québec

